

Le 13 janvier 2014

Procès-verbal de la séance ordinaire des membres du Conseil de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, tenue en public le 13 janvier 2014 à 20h. et à laquelle étaient présents messieurs Sylvain Naud, Carol Denis, Jacques Bédard, Christian Gravel, Marc Boivin et madame Élyse Lachance formant quorum sous la présidence de monsieur Guy Denis, maire.

Heure du début de la séance ordinaire : 20 heures.

Note : Une copie de l'ordre du jour et une copie de projet du procès-verbal ont été remis 48 heures avant la journée de cette séance.

SM-001-01-14

**LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU 13 JANVIER 2014**

**ATTENDU QUE** ledit ordre du jour est considéré ouvert à l'article 8) Divers.

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2013**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie du procès-verbal de la séance mentionnée en titre, le directeur général / greffier-trésorier est dispensé d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections :

Aucun

SM-002-01-14

**APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2013**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 9 décembre 2013 tel que rédigé.

**QUE** messieurs le maire et le directeur général / greffier-trésorier soient par la présente résolution autorisés à le signer.

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2013 À 19H**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie du procès-verbal de la séance mentionnée en titre, le directeur général / greffier-trésorier est dispensé d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections :

Aucun

SM-003-01-14

**APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2013 À 19H**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 16 décembre 2013 à 19h tel que rédigé.

**QUE** messieurs le maire et le directeur général / greffier-trésorier soient par la présente résolution autorisés à le signer.

**PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2013 À 20H**

a) Dispense de lecture :

Chacun des membres du conseil municipal ayant reçu une copie du procès-verbal de la séance mentionnée en titre, le directeur général / greffier-trésorier est dispensé d'en faire la lecture.

b) Commentaires et/ou corrections :

Aucun

SM-004 -01-14

**APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE EXTRAORDINAIRE DU 16 DÉCEMBRE 2013 À 20H**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le procès-verbal du 16 décembre 2013 à 20h tel que rédigé.

**QUE** messieurs le maire et le directeur général / greffier-trésorier soient par la présente résolution autorisés à le signer.

## **MOT ET RAPPORT DU MAIRE**

Monsieur le Maire informe l'assistance :

- Des soupers pour la Chambre de commerce, le Corps des Cadets et le club de l'Âge d'or;
- De l'inauguration chez Beaudry équipements laitiers;
- Des rencontres avec des promoteurs commerciaux et résidentiels;
- Des rencontres pour la vente de terrains : rue Matte, 25 terrains disponibles;
- Demande aux députés Jacques Marcotte et Éline Michaud pour subvention pour le parc industriel;
- Demande au MTQ pour une enseigne publicitaire sur le boulevard.

SM-005-01-14

## **APPROBATION DES COMPTES DU MOIS**

**CONSIDÉRANT** que les membres du conseil ont reçu la liste des comptes à payer 48 heures auparavant et qu'ils en ont pris connaissance;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** les listes des comptes compressibles et incompressibles de décembre 2013 et de janvier 2014 au montant de 336 376,51 \$ incluant les salaires soient adoptées telles que présentées et détaillées comme suit :

|                   |                     |
|-------------------|---------------------|
| salaires :        | 70 447,95 \$        |
| comptes à payer : | 64 458,99 \$ (2013) |
| comptes à payer : | 10 553,42 \$ (2014) |
| 12-12 :           | 99 458,44 \$        |
| 12-12 :           | 10 336,97 \$        |
| 17-12 :           | 4 036,28 \$         |
| 17-12 :           | 34,50 \$            |
| 18-12 :           | 630,00 \$           |
| 06-01 :           | 31 259,85 \$        |
| 06-01 :           | 12 518,02 \$        |
| 08-01 :           | 1 884,08 \$         |
| 08-01 :           | 30 758,01 \$        |

## **RAPPORT FINANCIER NON FERMÉ POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Le directeur général / greffier-trésorier a déposé le rapport financier non fermé de la Ville en date du 31 décembre 2013 et est disposé à répondre aux questions.

SM-006-01-14

## **ADOPTION DU RÈGLEMENT 240-22-2014 RELATIF À L'IMPOSITION DES TAXES MUNICIPALES, TARIFS ET COMPENSATIONS POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2014**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Jacques Bédard  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le règlement #240-22-2014 relatif à l'imposition des taxes municipales, tarifs et compensations pour l'année financière 2014.

#### **RÈGLEMENT 240-22-2014**

**CONSIDÉRANT QUE** la ville de Saint-Marc-des-Carières, M.R.C. de Portneuf, est régie par les dispositions de la Loi sur les compétences municipales (L.Q., c.C-47.1), la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q., c.C-19) et les dispositions de la Loi sur la *fiscalité municipale* (L.R.Q., C.F-2.1);

**CONSIDÉRANT QUE** la ville de Saint-Marc-des-Carières, M.R.C. de Portneuf, doit fixer les différents taux d'imposition pour les taxes et les différents tarifs et compensations pour certains biens, services ou activités afin de recueillir les deniers nécessaires pour pourvoir aux dépenses d'immobilisation, d'entretien et d'administration qu'entend effectuer la ville au cours de son année financière 2014;

**CONSIDÉRANT QUE** les prévisions budgétaires de dépenses de la ville de Saint-Marc-des-Carières pour l'exercice 2014 prévoit un montant total de 4 043 020,\$ pour les opérations;

**CONSIDÉRANT QU'** en vertu desdites prévisions budgétaires, la ville de Saint-Marc-des-Carières doit pourvoir au cours de l'exercice financier 2014 à la totalité des dépenses prévues;

**CONSIDÉRANT QUE** les prévisions budgétaires prévoient à l'égard des revenus de la taxe foncière générale un montant de 2 031 286,\$ et de 831 164,\$ en tarification pour services municipaux pour un grand total de 2 862 450,\$;

**CONSIDÉRANT QUE** les prévisions budgétaires des revenus autres que les revenus de taxes foncières générales et de tarification pour services municipaux de la ville de Saint-Marc-des-Carières, pour l'exercice financier 2014, s'établissent au montant de 1 180 570,\$;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil de ville de Saint-Marc-des-Carières entend, par les présentes, imposer une taxe foncière générale qui est particulière à la catégorie des terrains vagues desservis prévue à l'article 244.36 de la Loi sur la fiscalité municipale;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil de ville de Saint-Marc-des-Carières entend, par les présentes, imposer une taxe pour recouvrer les dépenses imposées par le gouvernement du Québec pour les services de la Sûreté du Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil de ville de Saint-Marc-des-Carières entend, par les présentes, confirmer les taux des taxes spéciales imposées par les différents

règlements d'emprunt en vigueur et ce, en conformité avec les clauses de taxation contenues dans chacun de ces règlements, de même que le tarif et compensations pour l'opération et l'entretien des différents services publics (aqueduc, assainissement des eaux, mise aux normes de l'eau potable et les égouts ...);

**CONSIDÉRANT QU'** un avis de motion a été dûment donné aux fins du présent règlement à la séance régulière du conseil tenue le 9 décembre 2013;

**EN CONSÉQUENCE;**

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT:**

**ARTICLE 1 PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**ARTICLE 2 OBJET**

Le présent règlement a pour but de fixer le taux de la taxe foncière générale (taux de base et particulier à la catégorie résiduelle incluant la Sûreté du Québec), des taxes spéciales, du taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis et les différents tarifs et compensations exigibles pour l'exercice financier 2014.

**ARTICLE 3 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE – TAUX DE BASE ET PARTICULIER À LA CATÉGORIE RÉSIDUELLE**

Il est imposé et il sera prélevé, pour l'exercice financier de 2014, sur toute unité d'évaluation imposable inscrite au rôle d'évaluation en vigueur, une taxe foncière générale basée sur la valeur de ces unités telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation foncière, au taux de **0,6635 \$** du 100 \$ d'évaluation et ce, pour la catégorie d'immeuble « résiduelle ».

**ARTICLE 4 TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE – TAUX PARTICULIER À LA CATÉGORIE DES TERRAINS VAGUES DESSERVIS**

Il est imposé et il sera prélevé, pour l'exercice financier de 2014, sur toute unité d'évaluation imposable inscrite au rôle d'évaluation en vigueur, une taxe foncière générale basée sur la valeur de ces unités telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation foncière, au taux de **1,30 \$** du 100 \$ d'évaluation et ce, pour la catégorie d'immeuble « terrains vagues desservis ».

**ARTICLE 5 TAXES FONCIÈRES SPÉCIALES**

Afin d'acquitter les remboursements en capital et intérêts du service de la dette des différents règlements d'emprunt en vigueur et dont le remboursement, en tout ou en partie, est prévu à même une taxe à l'évaluation foncière imposée sur tous les immeubles imposables de la municipalité, ce conseil fixe les taux de taxes foncières spéciales, par 100,\$ d'évaluation, comme suit:

|  |                                    |                 |
|--|------------------------------------|-----------------|
| #254-00-1993-E   | Avenue Principale                  | 0,0669\$        |
| #308-00-2011-E   | Pavillon André-Darveau             | 0,0347\$        |
| #286-00-2004-E<br>#300-01-2011-E<br>#297-00-2010-E<br>#294-00-2008-E | Développement résidentiel et Aréna | 0,1445\$        |
| #271-01-1998-E<br>#283-00-2001-E                                     | Assainissement des eaux            | 0,0291\$        |
| #298-00-2010-E   | Preco 1-2                          | 0,0651\$        |
| #289-00-2006-E   | Avenue de l'Industrie              | 0,0262\$        |
| <b>Total</b>   |                                    | <b>0,3665\$</b> |

**ARTICLE 6 TARIF POUR LA CUEILLETTE, LE TRANSPORT ET LA DESTRUCTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES ET DU RECYCLAGE**

Pour pourvoir au paiement des dépenses pour la cueillette, le transport et la destruction des matières résiduelles et du recyclage de l'entente entre la Ville et la Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf, il est exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier 2014, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable et de chaque occupant d'un immeuble appartenant à la Ville, sur lesquels est construit un bâtiment, occupé ou vacant, une compensation en fonction des catégories d'utilisation mentionnées ci-après :

Pour tout transport supplémentaire de matières résiduelles ou de recyclage, autre que stipulé dans la cédule fournie par la régie, l'utilisateur devra en assumer les coûts réels selon le service.

| <b>Catégories</b>   | <b>Tarif</b> |
|---|--------------|
| - Résidentiel, par résidence ou unité de logement   | 153,00       |
| - Banque, caisse populaire, bureau administratif  | 1013,00      |
| - Bar   | 520,00       |
| - Casse-croûte saisonnier   | 563,00       |
| - Centre d'hébergement : tarification par chambre   | 64,00        |
| - Commerce d'aménagement paysager constituant ou non une exploitation agricole enregistrée  | 520,00       |
| - Commerce d'ameublement, pharmacie, quincaillerie : selon le tonnage   | 77,00        |
| - Dépanneur, dépanneur intégré à une station-service  | 520,00       |
| - Épicerie, restaurant : selon le tonnage   | 77,00        |
| - Hôtel-motel : tarification par chambre  | 32,00        |
| - Industrie lourde, par bâtiment principal et accessoire  | 1013,00      |
| - Industrie légère (ayant 3 employés et plus)   | 767,00       |
| - Industrie : transformation du vêtement : selon le tonnage   | 77,00        |
| - Industrie : service d'aliments agricoles : selon le tonnage   | 77,00        |
| - Salle de réception  | 454,00       |
| - Salon de coiffure et d'esthétique   | 280,00       |
| - Service de traiteur et aliments   | 1 013,00     |
| - Station-service avec réparations, garage  | 767,00       |
| - Station-service sans réparation, ateliers de réparation de petits moteurs, Lave auto et entrepôt avec réparation  | 520,00       |
| - Unités services santé, clinique médicale, clinique vétérinaire  | 1013,00      |
| - Autre usage commercial, de service et de service professionnel non énuméré précédemment, par local occupé ou non occupé et pouvant constituer une exploitation agricole enregistrée ou industries (ayant un ou deux employés) | 325,00       |

**ARTICLE 7 DISTRIBUTION ET TRAITEMENT DE L'EAU**

Il est exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier de 2014, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable sur lequel est construit un bâtiment alimenté par le réseau d'aqueduc municipal, une compensation pour la fourniture de cette eau selon le tarif établi ci-après :

| <b>Catégories</b>  | <b>Tarif</b>                |
|--|-----------------------------|
| - Résidentiel, par résidence ou unité de logement  | 90,00                       |
| - Abonnés hors territoire  | 152,00                      |
| - Centre d'hébergement: 6 chambres et moins: tarif de base   | 210,00                      |
| - Centre d'hébergement: 7 chambres et plus:                   tarif de base (210,\$) + 35,\$ par chambre |                             |
| - Propriété où l'on retrouve une piscine avec filtre   | 11,00                       |
| - Hôtel-motel: 10 chambres et moins: tarif de base   | 170,00                      |
| - Hôtel-motel: 11 chambres et plus: tarif de base  | (170,\$) + 6,\$ par chambre |

|   |        |
|---|--------|
| - Restaurant  | 210,00 |
| - Casse-croûte saisonnier   | 130,00 |
| - Bar   | 210,00 |
| - Dépanneur, dépanneur intégré à une station-service  | 170,00 |
| - Épicerie  | 210,00 |
| - Unités services santé, clinique médicale  | 210,00 |
| - Banque, caisse populaire, bureau administratif  | 210,00 |
| - Salle de réception  | 210,00 |
| - Salon de coiffure et d'esthétique   | 210,00 |
| - Pharmacie   | 210,00 |
| - Station-service avec réparations, garage  | 170,00 |
| - Station-service sans réparation, ateliers de réparation de petits moteurs   | 170,00 |
| - Quincaillerie   | 210,00 |
| - Commerce d'ameublement  | 210,00 |
| - Commerce d'aménagement paysager (sans puits artésien) et pouvant constituer ou non une exploitation agricole enregistrée  | 245,00 |
| - Industrie lourde, minimum   | 205,00 |
| - Exploitation agricole : en sus de la résidence<br>compteur d'eau 3,\$/1000 gallons ou 0,66¢ /1000litres : minimum   | 241,00 |
| - Industrie lourde :<br>compteur d'eau 3,\$/1000 gallons ou 0,66¢ /1000litres : minimum   | 205,00 |
| - Industrie légère, minimum   | 205,00 |
| - Lave auto : compteur d'eau 3,\$/1000 gallons ou 0,66¢ /1000litres : minimum   | 241,00 |
| - Industrie légère : compteur d'eau 3,\$/1000 gallons ou 0,66¢ /1000litres : minimum  | 205,00 |
| - Autre usage commercial, de service et de service professionnel non énuméré précédemment, par local occupé ou non occupé et pouvant constituer une exploitation agricole enregistrée | 130,00 |

**ARTICLE 8 MISE AUX NORMES DE L'EAU POTABLE - DETTE À LONG TERME**

Afin de pourvoir au remboursement en capital et intérêts de l'emprunt décrété par le règlement numéro 285-00-2003-E, il est prévu une compensation sur la base de chaque unité en fonction de la répartition prévue aux articles 5 et 6 de ce règlement. Pour les fins de l'exercice financier 2014 en tenant compte des données apparaissant au rôle d'évaluation foncière, la valeur d'une unité est de 14,\$.

**Tableau des unités**

|   |           |
|---|-----------|
| Résidentiel, par unité de logement, abonnés hors territoire   | 1         |
| Hôtel, motel, par chambre   | 0.25      |
| Bureau de vente d'assurances, 1 à 5 employés<br>par employé additionnel                                   | 1<br>0.1  |
| Garderie commerciale  | 1         |
| Centre de formation pour handicapés pour les 7 premières personnes permises<br>par personne additionnelle | 1<br>0.15 |
| Maison de chambres et centre d'hébergement, par chambre   | 0.25      |
| Bureau de professionnels de la santé, par professionnel   | 1         |
| Caisse populaire, Banque, Bureau de poste   | 2.5       |
| Salon de coiffure, esthétique, 1ère chaise<br>par chaise additionnelle                                    | 1<br>0.5  |
| Salon funéraire   | 2         |
| Station service sans réparation   | 1.5       |
|   |           |

|   |             |
|---|-------------|
| Station service avec réparation, garage   | 2.5         |
| Restaurant, bar, 1 à 30 places, casse-croûte permanent<br>par 10 places additionnelles  | 2<br>0.33   |
| Industrie, par 10 employés<br>Par employé additionnel   | 1.5<br>0.15 |
| Autre usage commercial, de services et de services professionnels   | 1           |
| Usage commercial, de services et de services professionnels, non énuméré et<br>intégré dans un bâtiment résidentiel, en plus du tarif résidentiel | 0.5         |
| Terrain vacant desservi   | 0.5         |
| Exploitation agricole, en sus de la résidence   | 1           |
| Lave auto dont la consommation est contrôlée par un compteur d'eau,<br>par 120 000 litres   | 1           |
| Casse-croûte saisonnier   | 1           |
| Dépanneur   | 1           |
| Magasins de meubles, quincaillerie, magasins à rayons, pièces d'autos,<br>de 1 à 5 employés<br>par employé additionnel                            | 1<br>0.1    |
| Pharmacie, épicerie, de 1 à 5 employés<br>par employé additionnel   | 1<br>0.1    |
| Atelier de réparation, d'usinage, de 1 à 5 employés<br>par employé additionnel  | 1<br>0.1    |
| Entreprise effectuant de l'aménagement paysager   | 1           |
| Salle de réception, 1 à 50 places<br>par 10 places additionnelles   | 2<br>0.2    |

## ARTICLE 9 ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES – DETTES À LONG TERME

### 9. Immobilisation

Afin de pourvoir au remboursement en capital et intérêts de l'emprunt décrété par le règlement numéro 271-01-1997-E, il est prévu une compensation sur la base de chaque unité en fonction de la répartition prévue à l'article 10 de ce règlement. Pour les fins de cet exercice financier en tenant compte des données apparaissant au rôle d'évaluation foncière, la valeur d'une unité est établie à 111,00\$.

**Tableau des unités**

|   |           |
|---|-----------|
| Résidentiel, par unité de logement, abonnés hors territoire   | 1         |
| Hôtel, motel, par chambre   | 0.25      |
| Bureau de vente d'assurances, 1 à 5 employés<br>par employé additionnel                                   | 1<br>0.1  |
| Garderie commerciale  | 1         |
| Centre de formation pour handicapés pour les 7 premières personnes permises<br>par personne additionnelle | 1<br>0.15 |
| Maison de chambres et centre d'hébergement, par chambre   | 0.25      |
| Bureau de professionnels de la santé, par professionnel   | 1         |
| Caisse populaire, Banque, Bureau de poste   | 2.5       |
| Salon de coiffure, esthétique, 1ère chaise<br>par chaise additionnelle                                    | 1<br>0.5  |



|   |             |
|---|-------------|
| Salon funéraire   | 2           |
| Station service sans réparation   | 1.5         |
| Station service avec réparation, garage   | 2.5         |
| Restaurant, bar, 1 à 30 places, casse-croûte permanent<br>par 10 places additionnelles  | 2<br>0.33   |
| Industrie, par 10 employés<br>Par employé additionnel   | 1.5<br>0.15 |
| Autre usage commercial, de services et de services professionnels et pouvant<br>constituer une exploitation agricole enregistrée                  | 1           |
| Usage commercial, de services et de services professionnels, non énuméré et<br>intégré dans un bâtiment résidentiel, en plus du tarif résidentiel | 0.5         |
| Terrain vacant desservi   | 0.5         |
| Exploitation agricole, en sus de la résidence   | 1           |
| Lave auto dont la consommation est contrôlée par un compteur d'eau,<br>par 120 000 litres   | 1           |
| Casse-croûte saisonnier   | 1           |
| Dépanneur   | 1           |
| Magasins de meubles, quincaillerie, magasins à rayons, pièces d'autos,<br>de 1 à 5 employés<br>par employé additionnel                            | 1<br>0.1    |
| Pharmacie, épicerie, de 1 à 5 employés<br>par employé additionnel   | 1<br>0.1    |
| Atelier de réparation, d'usinage, de 1 à 5 employés<br>par employé additionnel  | 1<br>0.1    |
| Entreprise effectuant de l'aménagement paysager et pouvant ou non constituer<br>une exploitation agricole enregistrée                             | 1           |
| Salle de réception, 1 à 50 places<br>par 10 places additionnelles   | 2<br>0.2    |

## ARTICLE 10 TARIFICATION DES OPÉRATIONS ET ADMINISTRATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

Il est exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier en cours, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable sur lequel est construit un bâtiment desservi par le réseau d'égout sanitaire municipal, occupé ou vacant, une compensation pour le service d'assainissement des eaux selon le tarif qui apparaît ci-après :

| Catégories   | Tarif                        |
|--|------------------------------|
| - Résidentiel, par résidence ou unité de logement          | 77,00                        |
| - Abonnés hors territoire                                  | 77,00                        |
| - Centre d'hébergement: 6 chambres et moins: tarif de base | 210,00                       |
| - Centre d'hébergement: 7 chambres et plus: tarif de base  | (210,\$) + 35,\$ par chambre |
| - Hôtel-motel: 10 chambres et moins: tarif de base         | 170,00                       |
| - Hôtel-motel: 11 chambres et plus: tarif de base          | (170,\$) + 6,\$ par chambre  |
| - Restaurant   | 210,00                       |
| - Casse-croûte saisonnier                                  | 130,00                       |
| - Bar  | 210,00                       |
| - Dépanneur, dépanneur intégré à une station-service       | 170,00                       |
| - Épicerie   | 210,00                       |
| - Unités services santé, clinique médicale                 | 210,00                       |
| - Banque, caisse populaire, bureau administratif           | 210,00                       |
| - Salle de réception                                       | 210,00                       |

|   |        |
|---|--------|
| - Salon de coiffure et d'esthétique   | 210,00 |
| - Pharmacie   | 210,00 |
| - Station-service avec réparations, garage  | 170,00 |
| - Station-service sans réparation, ateliers de réparation de petits moteurs   | 170,00 |
| - Quincaillerie   | 210,00 |
| - Commerce d'ameublement  | 210,00 |
| - Commerce d'aménagement paysager (sans puits artésien) et pouvant constituer ou non une exploitation agricole enregistrée  | 245,00 |
| - Exploitation agricole : en sus de la résidence  | 241,00 |
| - Industrie lourde  | 205,00 |
| - Industrie légère  | 205,00 |
| - Lave auto   | 241,00 |
| - Autre usage commercial, de service et de service professionnel non énuméré précédemment, par local occupé ou non occupé et pouvant constituer une exploitation agricole enregistrée | 130,00 |

## **ARTICLE 11 TARIFICATION DES OPÉRATIONS ET ADMINISTRATION DU RÉSEAU D'ÉGOUT PLUVIAL**

Il est exigé et il sera prélevé, pour l'exercice financier en cours, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable sur lequel est construit un bâtiment desservi par le réseau d'égout pluvial, occupé ou vacant, une compensation pour le service d'égout pluvial selon le tarif qui apparaît ci-après :

| <b>Catégories</b>   | <b>Tarif</b>                              |
|---|---|
| - Résidentiel, par résidence ou unité de logement   | 27,00                                     |
| - Centre d'hébergement: 6 chambres et moins: tarif de base  | 93,00                                     |
| - Centre d'hébergement: 7 chambres et plus:   | tarif de base (93,\$) + 14,\$ par chambre |
| - Hôtel-motel: 10 chambres et moins: tarif de base  | 74,00                                     |
| - Hôtel-motel: 11 chambres et plus:   | tarif de base (74,\$) + 2,\$ par chambre  |
| - Restaurant  | 93,00                                     |
| - Casse-croûte saisonnier   | 57,00                                     |
| - Bar   | 93,00                                     |
| - Dépanneur, dépanneur intégré à une station-service  | 74,00                                     |
| - Épicerie  | 93,00                                     |
| - Unités services santé, clinique médicale  | 93,00                                     |
| - Banque, caisse populaire, bureau administratif  | 93,00                                     |
| - Salle de réception  | 93,00                                     |
| - Salon de coiffure et d'esthétique   | 93,00                                     |
| - Pharmacie   | 93,00                                     |
| - Station-service avec réparations, garage  | 93,00                                     |
| - Station-service sans réparation, ateliers de réparation de petits moteurs   | 93,00                                     |
| - Quincaillerie   | 93,00                                     |
| - Commerce d'ameublement  | 93,00                                     |
| - Commerce d'aménagement paysager (sans puits artésien) et pouvant constituer ou non une exploitation agricole enregistrée  | 108,00                                    |
| - Exploitation agricole : en sus de la résidence  | 106,00                                    |
| - Industrie lourde  | 106,00                                    |
| - Industrie légère  | 106,00                                    |
| - Lave auto   | 106,00                                    |
| - Autre usage commercial, de service et de service professionnel non énuméré précédemment, par local occupé ou non occupé et pouvant constituer une exploitation agricole enregistrée | 57,00                                     |

## **ARTICLE 12 TARIFICATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES**

Toute taxe foncière et tarification imposée par le présent règlement est payable et exigible d'une personne en raison du fait que celle-ci est le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble compris dans une exploitation agricole enregistrée, conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Lorsqu'une unité d'évaluation comporte non exclusivement un immeuble visé à l'alinéa précédent, la partie de la taxe ou de la tarification attribuable à la partie de l'immeuble visé au premier alinéa est égale au prorata de l'évaluation foncière telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation entre cette partie de l'immeuble et la ou les autres parties de l'unité d'évaluation.

Malgré les dispositions de l'alinéa précédent, lorsque le présent règlement impose une taxe ou une tarification nommément en raison du fait qu'il s'agit d'une exploitation agricole enregistrée conformément à un règlement pris en vertu de l'article 36.15 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, cette taxe ou cette tarification est payable conformément au premier alinéa du présent article.

### **ARTICLE 13 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

SM-007-01-14

### **ADOPTION DU RÈGLEMENT D'EMPRUNT #317-00-2014-E POUR LA CONSTRUCTION DU PROLONGEMENT DE LA RUE DU PARC INDUSTRIEL**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le règlement d'emprunt #317-00-2014-E pour la construction du prolongement de la rue du Parc Industriel.

### **RÈGLEMENT 317-00-2014-E**

Décrétant les travaux de construction de rues pour le prolongement de la rue du Parc Industriel prévoyant une dépense totale de 1 548 000 \$ et appropriant les deniers nécessaires par un emprunt à long terme, n'excédant pas 1 548 000 \$, remboursable en 20 ans.

**ATTENDU** qu'il est nécessaire, dans un objectif d'assurer un développement efficace du secteur industriel municipal, de procéder au prolongement de la rue du Parc Industriel avec les services d'aqueduc et d'égout sanitaire et pluvial, ainsi que les services publics;

**ATTENDU** que la firme BPR Inc. a estimé les coûts de réalisation du prolongement à 1 548 000 \$, incluant les frais contingents et les taxes nettes en date 29 novembre 2012;

**ATTENDU** qu'un avis de motion du présent règlement a été donné à la séance de ce conseil tenue le 16 décembre 2013;

**ATTENDU** qu'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil de la Ville au plus tard 2 jours juridiques avant la présente séance, que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

**ATTENDU** que le directeur général/greffier-trésorier mentionne que ce règlement a pour objet de décréter les travaux pour la construction de rues en prolongeant la rue du Parc Industriel et de décréter un emprunt n'excédant pas la somme de 1 548 000 \$ pour payer les dépenses relatives à ces travaux d'un terme de 20 ans, remboursable par une taxe imposée et

prélevée annuellement sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la Ville;

**EN CONSÉQUENCE;  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE  
CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 TITRE**

Le présent règlement porte le titre de « *Règlement décrétant les travaux pour la construction du prolongement de la rue du Parc Industriel et prévoyant une dépense totale de 1 548 000 \$ et appropriant les deniers nécessaires par un emprunt à long terme, n'excédant pas 1 548 000 \$, remboursable en 20 ans* ».

**ARTICLE 2 BUT**

Le présent règlement a pour but d'autoriser ce conseil à exécuter ou faire exécuter les travaux de voirie avec services d'aqueduc, d'égout sanitaire et pluvial et services publics afin de prolonger la rue du Parc Industriel. Ces travaux sont plus amplement décrits au document préparé par BPR Inc. en date du 29 novembre 2012, au dossier portant le numéro BPR : 15373, comportant une estimation préliminaire du coût desdits travaux jointe en « Annexe A » au présent règlement pour en faire partie intégrante ainsi que l'annexe B montrant un visuel du prolongement de la rue du Parc Industriel.

**ARTICLE 3 MONTANT À DÉPENSER**

Le conseil est autorisé à dépenser une somme de 1 548 000 \$ pour les fins du présent règlement.

**ARTICLE 4 EMPRUNT**

Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est, par les présentes, autorisé à emprunter une somme n'excédant pas 1 548 000 \$ sur une période de 20 ans.

**ARTICLE 5 IMPOSITION**

Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement imposé et il sera prélevé, annuellement, durant le terme de l'emprunt, sur tous les immeubles imposables situés sur le territoire de la municipalité, une taxe spéciale à un taux suffisant d'après leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année.

**ARTICLE 6 RÉPARTITION DES DÉPENSES DANS L'ESTIMATION**

S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour lesquelles l'appropriation s'avérerait insuffisante.

**ARTICLE 7 APPROPRIATION DE SUBVENTION**

Ce conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourra être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense prévue au présent règlement.

Ce conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de la dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de subvention lorsqu'il s'agit d'une diminution du terme décrété au présent règlement.

**ARTICLE 8 SIGNATURE**

Le maire et le directeur général/greffier-trésorier sont, par les présentes, autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents nécessaires ou utiles aux fins de l'exécution des dispositions du présent règlement.

**ARTICLE 9 RÈGLEMENT ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXE A

|   |   |        |      |  |                  |
|---|---|--------|------|--|------------------|
| <p><b>PER</b> municipal</p> <p>Numéro du projet: <b>VILLE DE SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES</b><br/>Agrandissement du Parc Industriel - Phase 1 (partie II)</p> | <p style="text-align: right;">ESTIMATION PRÉLIMINAIRE</p> <p>Numéro du projet: <b>BPR - 15373</b></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;">révisé</td> <td style="width: 50%;">date</td> </tr> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">22 novembre 2013</td> </tr> </table> | révisé | date |  | 22 novembre 2013 |
| révisé  | date  |        |      |  |                  |
|   | 22 novembre 2013  |        |      |  |                  |

| RÉSUMÉ DE L'ESTIMATION BUDGÉTAIRE   |   |                        |
|---|---|------------------------|
| Partie  | Description   | TOTAL                  |
| 1)  | Ées payable et égress:  | 427 000,00 \$          |
| 2)  | Vois:   | 542 300,00 \$          |
| 3)  | Bassin de rétention:  | 100 000,00 \$          |
| 4)  | Éclairage roadier (général) sur poteaux électrique (incluant bases) | 42 000,00 \$           |
| <b>SOUS-TOTAL :</b>   |   | <b>1 111 300,00 \$</b> |
| CONTINGENCES (x 10%) :  |   | 111 100,00 \$          |
| TAXES NETTES (x 8,375%) :   |   | 121 504,40 \$          |
| <b>SOUS-TOTAL - COÛTS DIRECTS :</b>   |   | <b>1 344 334,40 \$</b> |
| <b>FRAIS CONNEXES :</b>   |   | <b>105 000,00 \$</b>   |
| TAXES NETTES (x 8,375%) :   |   | 10 500,00 \$           |
| SOUS-TOTAL - FRAIS CONNEXES (x 10%) :   |   | 205 000,00 \$          |
| <b>TOTAL DE L'ESTIMATION PRÉLIMINAIRE :</b>   |   | <b>1 542 834,40 \$</b> |
| <p><b>REMARQUES :</b></p> <p>Le coût de cette estimation est basé sur les hypothèses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'il y a une épaisseur moyenne de roc en surface (basé sur notre connaissance du secteur, aucun sondage géotechnique n'a été réalisé à ce jour) ;</li> <li>- que les matériaux d'excavation sont des ordonnances (hydrocarbures ou autres) ;</li> <li>- qu'il sera possible de récupérer le réseau d'égout sanitaire de manière gratuite ;</li> <li>- que le site en place d'un bassin de rétention sera requis pour la gestion des eaux pluviales.</li> </ul> |   |                        |

Préparé par: Rudy Béland  
Rudy Béland, Ing., M.B.A.

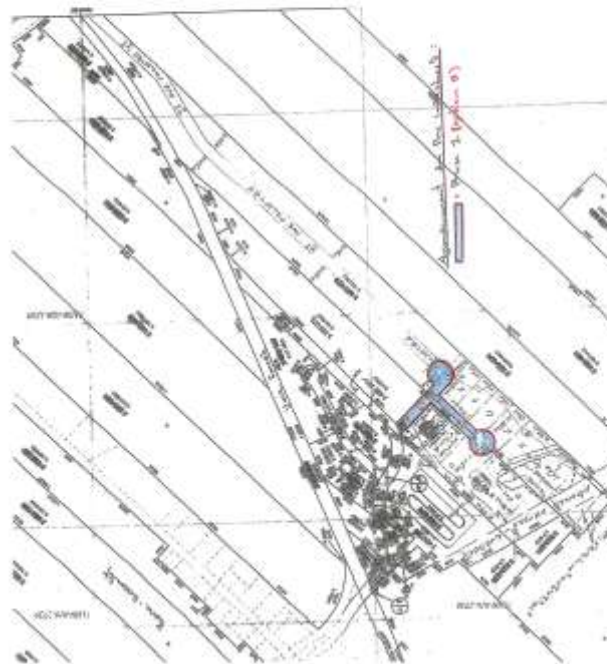
ESTIMATION PRÉLIMINAIRE

|  |  |                  |                  |
|--|--|------------------|------------------|
| Nom du projet  |  | Révisé le (mois) |                  |
| VILLE DE SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES                    |  | BPR: 13373       |                  |
| Agrandissement du Parc Industriel - Phase 1 (page B) |  | révisé le        | date             |
|  |  |                  | 29 novembre 2012 |

|        |   |
|--------|---|
| Partie | 1. Agrandissement de Parc Industriel - Phase 1 (page B) |
|--------|---|

| Item No | Description   | Quantité | Unité de mesure | Prix unitaire | Total                  |
|---------|---|----------|-----------------|---------------|------------------------|
| 1)      | Eau potable et égouts   |          |                 |               |                        |
| 1.1     | Conduite d'égout sanitaire de 200 mmØ (incluant excavation, remblayage de tranchée, regards et branchements)                              | 350      | m.ln            | 400.00 \$     | 140 000.00 \$          |
| 1.2     | Conduite d'égout (puits) de 300 à 450 mmØ (incluant excavation, remblayage de tranchée, regards, puits et branchements)                   | 350      | m.ln            | 456.00 \$     | 159 250.00 \$          |
| 1.3     | Conduite d'eau potable de 250 mmØ (incluant excavation, remblayage de tranchée, vannes, poteaux d'arçade, isolation et branchements)      | 350      | m.ln            | 385.00 \$     | 134 750.00 \$          |
| 2)      | Vieirie   |          |                 |               |                        |
| 2.1     | Déblaiement, escoulement et assainissement  |          | lot             | 26 000.00 \$  | 26 000.00 \$           |
| 2.2     | Excavation première classe (dynamitage)   | 4800     | m³              | 60.00 \$      | 288 000.00 \$          |
| 2.3     | Préparation de l'infrastructure et construction de la structure de chaussée (incluant déblai, granules M3-112 et M3-20 et roide de virée) | 300      | m.ln            | 375.00 \$     | 135 000.00 \$          |
| 2.4     | Pavage en arçade bitumineux (100 mm ép. )   | 820      | L. mlt.         | 116.00 \$     | 94 300.00 \$           |
| 3)      | Bassins de rétention  |          | lot             |               | 100 000.00 \$          |
| 4)      | Éclairage routier (potences sur poteaux électriques incluant luminaires)  |          | lot             |               | 42 000.00 \$           |
|         | <b>Total</b>  |          |                 |               | <b>1 111 300.00 \$</b> |

ANNEXE B



**AVIS DE MOTION : RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE 312-00-2012 AFIN D'AJOUTER À LA  
ZONE MA-3 LA CLASSE D'USAGES « HABITATION HAUTE  
DENSITÉ » AFIN DE MODIFIER LE NOMBRE DE LOGEMENTS  
MAXIMUM PAR BÂTIMENT**

**Règlement 312-07-2014**

Monsieur Carol Denis, conseiller de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, donne avis qu'il sera présenté pour adoption lors d'une prochaine séance un règlement modifiant le règlement de zonage 312-00-2012 2012 afin d'ajouter à la zone MA-3 la classe d'usages «*habitation haute densité*» afin de modifier le nombre de logements maximum par bâtiment.

Chacun des membres du Conseil ayant reçu une copie, le directeur général / greffier-trésorier est dispensé d'en faire la lecture.

SM-008-01-14

**ADOPTION DU PROJET DU RÈGLEMENT 312-07-2014  
MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 312-00-2012 AFIN  
D'AJOUTER À LA ZONE MA-3 LA CLASSE D'USAGES  
« HABITATION HAUTE DENSITÉ » AFIN DE MODIFIER LE  
NOMBRE DE LOGEMENTS MAXIMUM PAR BÂTIMENT**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le projet du règlement 312-07-2014 modifiant le règlement de zonage 312-00-2012 2012 afin d'ajouter à la zone MA-3 la classe d'usages «*habitation haute densité*» afin de modifier le nombre de logements maximum par bâtiment.

**Projet du règlement 312-07-2013**

Règlement modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 afin d'ajouter à la zone MA-3 la classe d'usages «*habitation haute densité*» afin de modifier le nombre de logements maximum par bâtiment.

**Considérant** que le règlement de zonage numéro 312-00-2012 est entré en vigueur le 24 septembre 2012 et que le Conseil peut le modifier suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

**Considérant** que la présente demande se rapporte à une disposition du règlement de zonage 312-00-2012 et qu'il s'agit d'une requête relative à la classe d'usages d'*habitation haute densité* pour la zone MA-3;

**Considérant** qu'un amendement à la zone MA-3 viendrait régulariser les propriétés existantes possédant plus de deux logements à l'intérieur de cette zone;

**Considérant** que le requérant désire accroître le nombre de logements résidentiels de deux à trois logements pour sa propriété sise au 983-987, avenue Principale;

**Considérant** que l'ajout de logements permet à la Ville d'obtenir un revenu supplémentaire par de nouvelles taxes de services et contribue également à la revitalisation du milieu bâti;

**Considérant** que cette modification est une affectation permise au plan d'urbanisme et que les activités préconisées autorisent les habitations multifamiliales;

**Considérant** que cette demande ne risque pas de porter atteinte aux autres propriétés considérant l'existence actuelle de quelques habitations de plus de 3 logements dans la zone MA-3;

**Considérant** que la zone adjacente Ma-2 est une zone de haute densité comportant environ 12 % d'habitation avec 3 logements et plus et que la zone Ma-3 comporte 11 % d'habitation de 3 logements et plus;

**Considérant** qu'une recommandation favorable du Comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.) à la demande du requérant ne cause aucun préjudice au voisinage;

**EN CONSÉQUENCE;**

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT:**

**QUE** le règlement no 312-07-2014 soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

**ARTICLE 1 TITRE**

Le présent règlement porte le titre de **règlement no 312-07-2014** modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 afin d'ajouter à la zone MA-3 la classe d'usages «*habitation haute densité*».

**ARTICLE 2 PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**ARTICLE 3 BUT DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement a pour but d'ajouter à la zone MA-3 la classe d'usages *habitation haute densité* et de porter le nombre de logements maximum par bâtiments à 4.

**ARTICLE 4 GRILLE DES SPÉCIFICATIONS**

- La grille des spécifications placée à la section II, feuillet A-1 du règlement de zonage pour la zone MA-3 modifie la classe d'usage par « Haute densité ».
- La grille des spécifications placée à la section II, feuillet B-1 du règlement de zonage pour la zone MA-3 modifie le nombre de logements maximum par habitation à «4».

Le tout tel qu'indiqué sur les feuillets joints en annexe du présent règlement.

**ARTICLE 5 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.



**AVIS DE MOTION : RÈGLEMENT MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE 312-00-2012 AFIN DE PERMETTRE  
À LA ZONE RB-5 UN MAXIMUM DE 3 LOGEMENTS  
EXCLUSIVEMENT POUR UN IMMEUBLE DE 2 LOGEMENTS  
DÉJÀ CONSTRUIT À LA DATE DE L'ADOPTION DU  
RÈGLEMENT**

**Règlement 312-08-2014**

Madame Élyse Lachance, conseiller de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, donne avis qu'il sera présenté pour adoption lors d'une prochaine séance un règlement modifiant le règlement de zonage 312-00-2012 afin de permettre à la zone RB-5 un maximum de 3 logements **exclusivement** pour un immeuble de 2 logements déjà construit à la date de l'adoption du règlement.

Chacun des membres du Conseil ayant reçu une copie, le directeur général / greffier-trésorier est dispensé d'en faire la lecture.

SM-009-01-14

**ADOPTION DU PROJET DU RÈGLEMENT 312-08-2014  
MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 312-00-2012 AFIN  
DE PERMETTRE À LA ZONE RB-5 UN MAXIMUM DE 3  
LOGEMENTS EXCLUSIVEMENT POUR UN IMMEUBLE DE 2  
LOGEMENTS DÉJÀ CONSTRUIT À LA DATE DE L'ADOPTION  
DU RÈGLEMENT**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le projet du règlement 312-08-2014 modifiant le règlement de zonage 312-00-2012 afin de permettre à la zone RB-5 un maximum de 3 logements **exclusivement** pour un immeuble de 2 logements déjà construit à la date de l'adoption du règlement.

**Projet du règlement 312-08-2013**

Règlement modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 afin de permettre à la zone RB-5 un maximum de 3 logements **exclusivement** pour un immeuble de 2 logements déjà construit à la date de l'adoption du règlement.

**Considérant** que le règlement de zonage numéro 312-00-2012 est entré en vigueur le 24 septembre 2012 et que le Conseil peut le modifier suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

**Considérant** que la présente demande se rapporte à une disposition du règlement de zonage 312-00-2012 et qu'il s'agit d'une requête relative au nombre de logements maximum permis par bâtiment pour la zone RB-5 ;

**Considérant** que cette modification demeure conforme avec le plan d'urbanisme;

**Considérant** que cette zone ayant la classe d'usage «moyenne densité» ne permet que des résidences unifamiliales et bifamiliales;

**Considérant** que le nombre de logement maximum permis **uniquement pour habitation bifamiliale déjà construite à la date de l'adoption du règlement**, peut être modifié de 2 à 3 logements autorisant ainsi un logement supplémentaire **exclusivement pour un immeuble bifamilial déjà construit à la date de l'adoption dudit règlement** . Toutefois, ce logement supplémentaire doit répondre aux exigences de l'article 7.3.2.4 du règlement de zonage no 312-00-2012 intitulé : «Autre logement supplémentaire»;

**Considérant** que pour cette propriété, le troisième logement est conforme aux exigences de l'article 7.3.2.4 du règlement de zonage no 312-00-2012;

**Considérant** que la propriété sise au 610 à 614, avenue Rodrigue fait l'objet d'une vente et nécessite une modification relative au nombre de logements afin de régulariser ce dossier ;

**Considérant** que cette demande ne risque pas de porter atteinte aux autres propriétés;

**Considérant** que l'ajout de logements permet à la Ville d'obtenir un revenu supplémentaire par de nouvelles taxes de services et contribue également à la revitalisation du milieu bâti;

**Considérant** que la majorité des membres du Comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.) recommande favorablement la demande du requérant et ne cause aucun préjudice au voisinage ;

**EN CONSÉQUENCE;**

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT:**

**QUE** le règlement no 312-08-2014 soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

#### **ARTICLE 1 TITRE**

Le présent règlement porte le titre de **règlement no 312-08-2014** modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 afin de permettre à la zone RB-5 un maximum de 3 logements **exclusivement** pour un immeuble de 2 logements déjà construit à la date de l'adoption du règlement.

#### **ARTICLE 2 PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

#### **ARTICLE 3 BUT DU RÈGLEMENT**

Le présent règlement a pour but de modifier la zone résidentielle de moyenne densité RB-5, afin de porter le nombre de logements maximum permis par bâtiment à 3 logements, uniquement pour un immeuble déjà construit possédant deux logements à la date de l'adoption du règlement.

#### **ARTICLE 4 GRILLE DES SPÉCIFICATIONS**

La grille des spécifications placée à la section I, feuillet B-5 du règlement de zonage pour la zone RB-5 modifie le nombre de logements maximum / bâtiment à « **3** ». **Une note doit être ajoutée au bas de la grille des spécifications indiquant : « uniquement pour un immeuble de 2 logements déjà construit à la date de l'adoption du règlement ».**

Le tout tel qu'indiqué sur le feuillet joint en annexe du présent règlement.

**ARTICLE 5 ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux dispositions de la Loi.

Section 1, feuillet B-5

| DISPOSITIONS APPLICABLES                                       |  | RÉFÉRENCE AU RÈGLEMENT | Zones R1 |    |    |    |     |    |    |    |
|--|--|------------------------|----------|----|----|----|-----|----|----|----|
|  |  |                        | 1        | 2  | 3  | 4  | 5   | 6  | 7  | 8  |
| USAGES COMPLÉMENTAIRES À L'HABITATION                          | Usages complémentaires de services                 | 7.3.1                  | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Entreprise artisanale                              | 7.3.2.1                | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Logement supplémentaire à usage familial           | 7.3.2.3                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Autre logement supplémentaire                      | 7.3.2.4                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Gîte touristique                                   | 7.3.2.5                | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Bâtiment agricole complémentaire                   | 7.4                    | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
| NORMES RELATIVES À L'IMPLANTATION DU BÂTIMENT PRINCIPAL        | Marge de recul avant minimale (mètre)              | 6.2.2.1                | 6        | 6  | 6  | 6  | 6   | 6  | 6  | 6  |
|  | Marge de recul arrière minimale (mètre)            | 6.2.2.2                | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Normes relatives à l'allègement                    | 6.2.2.3                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Marge de recul latérale minimale (mètre)           | 6.2.3                  | 2        | 2  | 2  | 2  | 2   | 2  | 2  | 2  |
|  | Somme des marges de recul latérales (m)            | 6.2.3                  | 6        | 6  | 6  | 6  | 6   | 6  | 6  | 6  |
|  | Marge de recul arrière minimale (mètre)            | 6.2.4                  | 7        | 7  | 7  | 7  | 7   | 7  | 7  | 7  |
| NORMES RELATIVES AUX CARACTÉRISTIQUES DES BÂTIMENTS PRINCIPAUX | Taux d'occupation du sol (%)                       | 6.1.3                  | 40       | 40 | 40 | 40 | 40  | 40 | 40 | 40 |
|  | Superficie au sol minimale                         | 6.3.1.1                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Facès et profondeur minimale                       | 6.3.1.2                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Hauteur minimale (en étage)                        | 6.3.2.1                | 1        | 1  | 1  | 1  | 1   | 1  | 1  | 1  |
|  | Hauteur maximale (en étage)                        | 6.3.2.1                | 2        | 2  | 2  | 2  | 2   | 2  | 2  | 2  |
|  | Hauteur maximale (en mètre)                        | 6.3.2.1                | 10       | 10 | 10 | 10 | 10  | 10 | 10 | 10 |
|  | Symétrie des hauteurs                              | 6.3.2.3                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Pente du toit                                      | 6.3.3.2                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
| NORMES D'AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR                                 | Nombre de logements maximum/bloc/unité             | 6.3.4.2                | 2        | 2  | 2  | 2  | **5 | 2  | 2  | 2  |
|  | Normes / allègement d'arbres                       | 9.3.3.2                | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Entreposage extérieur                              | 9.7                    | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Espaces tampons                                    | 9.8.1                  | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
| NORMES À CARACTÈRE ENVIRONNEMENTAL                             | Normes / réseau routier supérieur                  | 11.2.4                 | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Normes / protection des rives et du littoral       | 13                     | -        | -  | *  | -  | -   | *  | -  | -  |
|  | Normes / protection du couvert forestier           | 14                     | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Protection des talus                               | 16                     | *        | *  | *  | *  | *   | *  | *  | *  |
|  | Normes / terrain adjacents à une zone industrielle | 17.1.3                 | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
| NORMES PARTICULIÈRES APPLICABLES EN ZONE AGRICOLE              | Normes d'allègement / carrière ou sablière         | 17.1.4                 | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Normes / abri forestier                            | 7.5.3                  | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Normes / risques de produits agricoles             | 8.2.4                  | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Normes applicables aux installations d'élevage     | 15                     | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Normes / nouffles résidences                       | 19.1                   | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
| AUTRES LOIS OU RÉGLEMENTS APPLICABLES                          | Droit acquis pour autorisation CPTAQ               | 22.14                  | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
|  | Loi sur la protection du territoire agricole       |                        | -        | -  | -  | -  | -   | -  | -  | -  |
| NORMES SPÉCIALES   | Autre  |                        |          |    |    |    |     |    |    |    |
|  |  |                        |          |    |    |    |     |    |    |    |
| AMENDEMENTS  | Nombre(s) da(les) règlements                       |                        |          |    |    |    |     |    |    |    |
|  |  |                        |          |    |    |    |     |    |    |    |
| NOTES  |  |                        |          |    |    |    |     |    |    |    |
|  |  |                        |          |    |    |    |     |    |    |    |

\*\*R1-5 : un maximum de 2 logements exclusivement pour un total de 2 logements doit coexister à la date de l'adoption de ce règlement.

R.3 - Il est approuvé de réviser ce règlement pour tenir la conformité avec l'arrêté de permis

SM-010-01-14

**ADOPTION DU RÈGLEMENT 308-02-2013 MODIFIANT LE PLAN D'URBANISME NUMÉRO 308-00-2012 VISANT À ASSURER LA CONCORDANCE AVEC LE RÈGLEMENT NUMÉRO 347 MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE PORTNEUF CONCERNANT L'AGRANDISSEMENT DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION DANS LE SECTEUR DU PARC INDUSTRIEL**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil adopte le règlement 308-02-2013 modifiant le plan d'urbanisme numéro 308-00-2012 visant à assurer la concordance avec le règlement numéro 347 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel.

### **Règlement 308-02-2013**

Règlement modifiant le plan d'urbanisme numéro 308-00-2012 visant à assurer la concordance avec le règlement numéro 347 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel

**CONSIDÉRANT QUE** le plan d'urbanisme numéro 308-00-2012 est entré en vigueur le 24 septembre 2012 et que le conseil peut le modifier suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission de protection du territoire agricole du Québec a rendu une décision favorable le 4 février 2013 à l'égard d'une demande d'exclusion déposée par la Ville de Saint-Marc-des-Carières visant à agrandir le périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel;

**CONSIDÉRANT QUE** suite à cette décision rendue par la Commission de protection du territoire agricole du Québec, la MRC de Portneuf a adopté en date du 19 juin 2013 le règlement numéro 347 modifiant son schéma d'aménagement et de développement concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la Ville de Saint-Marc-des-Carières aux fins de permettre l'expansion du parc industriel;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement numéro 347 modifie la carte des grandes affectations du territoire de la MRC de Portneuf de façon à agrandir l'affectation industrielle correspondant au parc industriel de la Ville de Saint-Marc-des-Carières à même une partie de l'affectation agricole viable et à ajuster la délimitation du périmètre d'urbanisation en conséquence;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Saint-Marc-des-Carières est directement concernée par cette modification au schéma d'aménagement et de développement et qu'elle est tenue, en vertu de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, de modifier ses règlements d'urbanisme en concordance avec les dispositions du règlement numéro 347 dans les six mois suivant son entrée en vigueur;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil entreprend simultanément une procédure de modification à son règlement de zonage afin d'agrandir la zone industrielle Ib-3 à même une partie de la zone agricole viable Af-3 dans le secteur concerné;

**CONSIDÉRANT QU'** un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du 9 décembre 2013;

**CONSIDÉRANT QU'** à l'assemblée de consultation publique du 13 janvier 2014, il y a eu aucune requête;

**EN CONSÉQUENCE;**

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES CONSEILLERS PRÉSENTS ET STATUE CE QUI SUIT :**

**QUE** ce conseil adopte le projet de règlement numéro 308-02-2013 et qu'il soit ordonné ce qui suit:

**Article 1 : TITRE**

Le présent règlement porte le titre de « Règlement modifiant le plan d'urbanisme numéro 308-00-2012 visant à assurer la concordance avec le règlement numéro 347 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation et de l'aire d'affectation industrielle dans le secteur du parc industriel ».

**Article 2 : PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**Article 3 : BUT DU RÈGLEMENT**

Cette modification au plan d'urbanisme vise à assurer la concordance avec la modification apportée à la carte des grandes affectations du territoire apparaissant au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf dans le cadre du règlement numéro 347 ainsi qu'à mettre en œuvre la décision numéro 400644 rendue par la CPTAQ relativement à l'exclusion de la zone agricole permanente d'un lot adjacent à la limite ouest du parc industriel.

Plus particulièrement, ce règlement vise à modifier la limite du périmètre d'urbanisation et à agrandir l'aire d'affectation industrielle à même une partie de l'aire d'affectation agricole viable comprise sur le lot 3 233 079.

**Article 4 : MODIFICATION DE LA CARTE DES GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE**

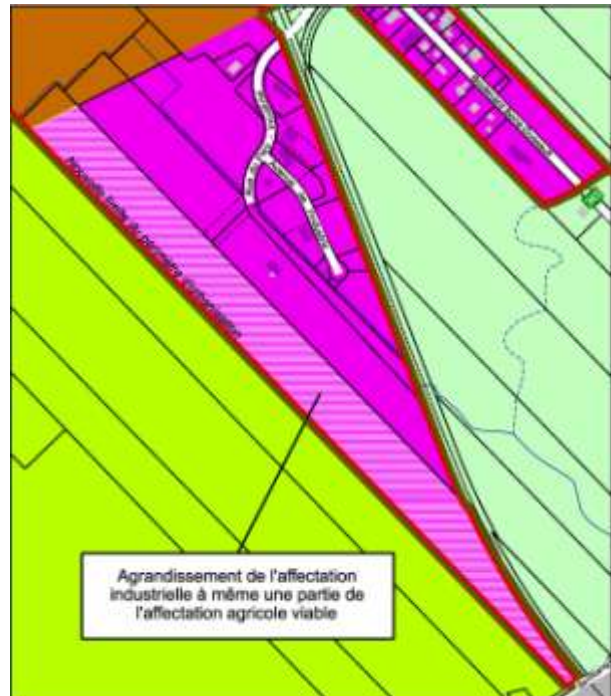
La carte 2, intitulée « Les grandes affectations du territoire » et apparaissant à la fin du chapitre 3 du plan d'urbanisme, est en partie modifiée par la carte placée à l'annexe A du présent règlement. Cette modification vise à agrandir l'affectation industrielle à même une partie de l'affectation agricole viable, de manière à intégrer le lot 3 233 079 à l'intérieur de l'affectation industrielle.

**Article 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

MODIFICATION DE LA CARTE DES  
GRANDES AFFECTATIONS DU TERRITOIRE

---



SM-011-01-14

**ADOPTION DU RÈGLEMENT 312-06-2013 MODIFIANT LE  
RÈGLEMENT DE ZONAGE #312-00-2012 VISANT À ASSURER  
LA CONCORDANCE AVEC LE RÈGLEMENT NUMÉRO 347  
MODIFIANT LE SCHEMA D'AMÉNAGEMENT ET DE  
DÉVELOPPEMENT DE LA MRC DE PORTNEUF CONCERNANT  
L'AGRANDISSEMENT DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION  
DANS LE SECTEUR DU PARC INDUSTRIEL**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Jacques Bédard  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le règlement 312-06-2013 modifiant le règlement de zonage #312-00-2012 visant à assurer la concordance avec le règlement numéro 347 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel.

**Règlement 312-06-2013**

Règlement modifiant le règlement de zonage #312-00-2012 visant à assurer la concordance avec le règlement numéro 347 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement de zonage numéro 312-00-2012 est entré en vigueur le 24 septembre 2012 et que le conseil peut le modifier suivant les

dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

**CONSIDÉRANT QUE** la Commission de protection du territoire agricole du Québec a rendu une décision favorable le 4 février 2013 à l'égard d'une demande d'exclusion déposée par la Ville de Saint-Marc-des-Carières visant à agrandir le périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel;

**CONSIDÉRANT QUE** suite à cette décision rendue par la CPTAQ, la MRC de Portneuf a adopté en date du 19 juin 2013 le règlement numéro 347 modifiant son schéma d'aménagement et de développement concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la Ville de Saint-Marc-des-Carières aux fins de permettre l'expansion du parc industriel;

**CONSIDÉRANT QUE** le règlement numéro 347 modifie la carte des grandes affectations du territoire de la MRC de Portneuf de façon à agrandir l'affectation industrielle à même une partie de l'affectation agricole viable et à ajuster la délimitation du périmètre d'urbanisation en conséquence;

**CONSIDÉRANT QUE** la Ville de Saint-Marc-des-Carières est directement concernée par cette modification au schéma d'aménagement et de développement et qu'elle est tenue, en vertu de l'article 58 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, de modifier ses règlements d'urbanisme en concordance avec les dispositions du règlement numéro 347 dans les six mois suivant son entrée en vigueur;

**CONSIDÉRANT QUE** le conseil entreprend simultanément une procédure de modification à son plan d'urbanisme afin d'agrandir l'aire d'affectation industrielle à même une partie de l'aire d'affectation agricole viable dans le secteur concerné;

**CONSIDÉRANT QUE** ce règlement vise à assurer la concordance du règlement de zonage avec ladite modification effectuée au plan d'urbanisme numéro 308-00-2012 dans le cadre du règlement numéro 308-02-2013;

**CONSIDÉRANT QU'** un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du 9 décembre 2013;

**CONSIDÉRANT QU'** à l'assemblée de consultation publique du 13 janvier 2014, il y a eu aucune requête;

**EN CONSÉQUENCE ;**

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT:**

**QUE** ce conseil adopte le règlement numéro 312-06-2013 et qu'il soit ordonné ce qui suit :

**Article 1 : TITRE**

Le présent règlement porte le titre de « Règlement modifiant le règlement de zonage numéro 312-00-2012 visant à assurer la concordance avec le règlement numéro 347 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation dans le secteur du parc industriel ».

**Article 2 : PRÉAMBULE**

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

**Article 3 : BUT DU RÈGLEMENT**

Cette modification au règlement de zonage vise à assurer la concordance avec la modification apportée à la carte des grandes affectations du territoire, apparaissant au schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf, par le règlement numéro 347 ainsi qu'à mettre en œuvre la décision numéro 400644 rendue par la CPTAQ relativement à l'exclusion de la zone agricole permanente d'un lot adjacent à la limite ouest du parc industriel.

Plus particulièrement, ce règlement vise à modifier la limite du périmètre d'urbanisation et à agrandir la zone industrielle Ib-3 à même une partie de la zone agricole viable Af-3 comprise sur le lot 3 233 079.

**Article 4 : PLAN DE ZONAGE**

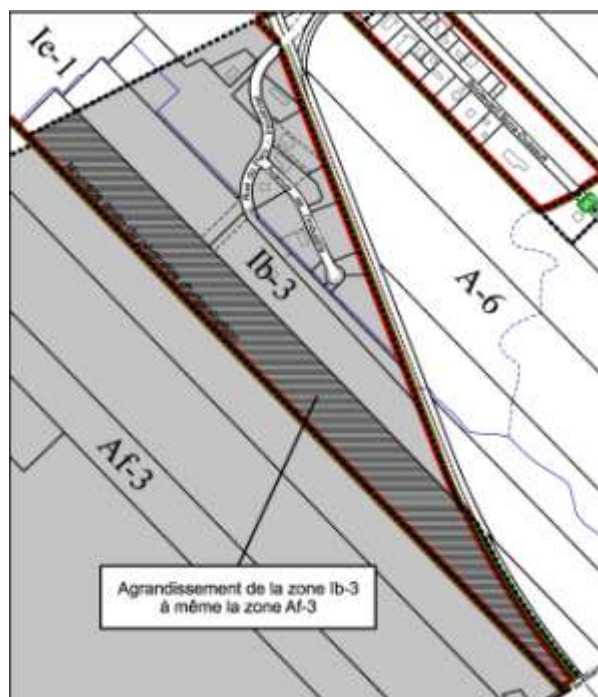
Le plan de zonage apparaissant à l'annexe II du règlement de zonage est en partie modifié par la carte placée à l'annexe A du présent règlement. Plus particulièrement, cette modification consiste à agrandir la zone industrielle Ib-3 à même une partie de la zone agricole viable Af-3.

**ARTICLE 5 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

**ANNEXE A**





SM-012-01-14

**ADOPTION DES COMPTES INCOMPRESSIBLES 2013**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** les membres du Conseil municipal approuvent les prévisions pour les dépenses incompressibles de l'année 2014, pour un montant de 3 052 940,\$ représentant 76% du budget et autorisent le directeur général / greffier-trésorier à les payer.

|               |                                 |          |
|---------------|---------------------------------|----------|
| 02-110-00-131 | Rém. Imposables élus            | 43 351.  |
| 02-110-00-136 | Allocations non-imposables élus | 21 679.  |
| 02-110-00-211 | Fonds de pension élus           | 8 111.   |
| 02-110-00-221 | R.R.Q. (élus)                   | 2 178.   |
| 02-110-00-241 | FSS élus                        | 1 847.   |
| 02-110-00-261 | RQAP                            | 339.     |
| 02-110-00-423 | Assurance-responsabilité        | 1 089.   |
| 02-110-00-494 | Cotisation assoc. & abonnement  | 3 852.   |
| 02-120-00-412 | Cour municipale                 | 9 000.   |
|               |                                 |          |
| 02-130-00-141 | Rémunérations régulières        | 132 602. |
| 02-130-00-142 | Heures supplémentaires          | 3 906.   |
| 02-130-00-144 | Congé de maladies               | 602.     |
| 02-130-00-145 | Jours de vacances               | 14 524.  |
| 02-130-00-146 | Congés fériés et mobiles        | 12 798.  |
| 02-130-00-212 | Fonds de pension                | 10 688.  |
| 02-130-00-222 | R.R.Q.                          | 8 263.   |

|               |                                     |          |
|---------------|-------------------------------------|----------|
| 02-130-00-232 | Assurance-emploi                    | 3 384.   |
| 02-130-00-242 | F.S.S.                              | 7 005.   |
| 02-130-00-252 | C.S.S.T.                            | 4 423.   |
| 02-130-00-262 | Ass. parentale                      | 1 286.   |
| 02-130-00-283 | Assurance-collective                | 5 969.   |
| 02-130-00-321 | Poste                               | 4 200.   |
| 02-130-00-331 | Téléphone                           | 5 000.   |
| 02-130-00-335 | Internet - administration           | 2 900.   |
| 02-130-00-341 | Journaux et revues                  | 4 060.   |
| 02-130-00-413 | Comptabilité, vérificateur          | 26 000.  |
| 02-130-00-414 | Adm. Informatique                   | 7 193.   |
| 02-130-00-422 | Assurance responsabilité civile     | 5 965.   |
| 02-130-00-423 | Assurance bâtiment et contenu       | 11 544.  |
| 02-130-00-494 | Cotisations versées ass. abonnement | 1 300.   |
| 02-130-00-526 | Matériel - contrat de service       | 800.     |
| 02-130-00-632 | Huile à chauffage                   | 4 000.   |
| 02-130-00-681 | Électricité                         | 9 000.   |
| 02-130-00-951 | Quote-part M.R.C.                   | 20 967.  |
|               |                                     |          |
| 02-140-00-141 | Rémunérations régulières            | 30 350.  |
| 02-140-00-144 | Congé de maladies                   | 142.     |
| 02-140-00-145 | Jours de vacances                   | 3 256.   |
| 02-140-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 3 007.   |
| 02-140-00-212 | REER                                | 2 389.   |
| 02-140-00-222 | R.R.Q.                              | 1 847.   |
| 02-140-00-232 | Assurance-emploi                    | 756.     |
| 02-140-00-242 | F.S.S.                              | 1 566.   |
| 02-140-00-252 | C.S.S.T.                            | 989.     |
| 02-140-00-262 | RQAP                                | 287.     |
| 02-140-00-283 | Assurance-collective                | 1 334.   |
| 02-140-00-494 | Cotisations versées ass. abonnement | 2 900.   |
|               |                                     |          |
| 02-150-00-951 | Quote-part de la M.R.C.             | 46 037.  |
| 02-190-00-951 | Quote-part préfecture et code       | 5 697.   |
|               |                                     |          |
| 02-210-00-141 | Rémunérations régulières            | 2 274.   |
| 02-210-00-144 | Congé de maladies                   | 9.       |
| 02-210-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 194.     |
| 02-210-00-212 | Fonds de pension                    | 161.     |
| 02-210-00-222 | R.R.Q.                              | 124.     |
| 02-210-00-232 | Assurance-emploi                    | 51.      |
| 02-210-00-242 | F.S.S.                              | 106.     |
| 02-210-00-252 | C.S.S.T.                            | 67.      |
| 02-210-00-262 | Ass. parentale                      | 19.      |
| 02-210-00-283 | Assurance-collective                | 90.      |
| 02-210-00-441 | Police                              | 159 621. |
|               |                                     |          |
| 02-220-00-140 | Rémunérations pompiers              | 44 405.  |

|               |   |         |
|---------------|---|---------|
| 02-220-00-141 | Rémunérations régulières                | 14 751. |
| 02-220-00-144 | Congé de maladies                       | 66.     |
| 02-220-00-145 | Jours de vacances                       | 862.    |
| 02-220-00-146 | Congés fériés et mobiles                | 1 395.  |
| 02-220-00-212 | Fonds de pension                        | 1 110.  |
| 02-220-00-222 | RRQ                                     | 858.    |
| 02-220-00-232 | Assurance-emploi                        | 351.    |
| 02-220-00-242 | FSS                                     | 727.    |
| 02-220-00-252 | CSST                                    | 459.    |
| 02-220-00-262 | RQAP                                    | 134.    |
| 02-220-00-283 | Assurance-collective                    | 620.    |
| 02-220-00-331 | Téléphone                               | 1 700.  |
| 02-220-00-422 | Assurance responsabilité publique       | 2 509.  |
| 02-220-00-425 | Assurance bris de machines              | 1 221.  |
| 02-220-00-455 | Immatriculations                        | 4 000.  |
| 02-220-00-494 | Cotisation - associations - abonnements | 24 020. |
| 02-220-00-632 | Huile à chauffage                       | 4 000.  |
| 02-220-00-951 | Quote-part M.R.C.                       | 2 390.  |
|               |   |         |
| 02-320-00-141 | Rémunérations régulières                | 63 277. |
| 02-320-00-142 | Heures supplémentaires                  | 1 872.  |
| 02-320-00-143 | Primes                                  | 2 190.  |
| 02-320-00-144 | Congé de maladies                       | 286.    |
| 02-320-00-145 | Jours de vacances                       | 4 689.  |
| 02-320-00-146 | Congés fériés et mobiles                | 6 081.  |
| 02-320-00-212 | REER                                    | 4 953.  |
| 02-320-00-222 | R.R.Q.                                  | 3 829.  |
| 02-320-00-232 | Assurance-emploi                        | 1 568.  |
| 02-320-00-242 | F.S.S.                                  | 3 246.  |
| 02-320-00-252 | C.S.S.T.                                | 2 050.  |
| 02-320-00-262 | RQAP                                    | 596.    |
| 02-320-00-283 | Assurance-collective                    | 2 766.  |
| 02-320-00-331 | Téléphone                               | 4 061.  |
| 02-320-00-422 | Responsabilité publique                 | 1 318.  |
| 02-320-00-425 | Véhicules moteur                        | 5 103.  |
| 02-320-00-455 | Immatriculations                        | 5 866.  |
| 02-320-00-681 | Électricité                             | 3 500.  |
|               |   |         |
| 02-330-00-681 | Électricité garage - entrepôt           | 5 900.  |
| 02-330-10-141 | Rémunérations régulières                | 14 834. |
| 02-330-10-142 | Heures supplémentaires                  | 2 438.  |
| 02-330-10-144 | Congé de maladies                       | 67.     |
| 02-330-10-145 | Jours de vacances                       | 1 002.  |
| 02-330-10-146 | Congés fériés et mobiles                | 1 416.  |
| 02-330-10-212 | REER                                    | 928.    |
| 02-330-10-222 | R.R.Q.                                  | 718.    |
| 02-330-10-232 | Assurance-emploi                        | 294.    |
| 02-330-10-242 | F.S.S.                                  | 608.    |

|               |                                     |         |
|---------------|-------------------------------------|---------|
| 02-330-10-252 | C.S.S.T.                            | 384.    |
| 02-330-10-262 | RQAP                                | 112.    |
| 02-330-10-283 | Assurance-collective                | 518.    |
| 02-330-10-425 | Véhicules moteurs                   | 223.    |
| 02-330-10-521 | Infrastructures                     | 3 450.  |
|               |                                     |         |
| 02-340-00-141 | Rémunérations régulières            | 811.    |
| 02-340-00-144 | Congé de maladies                   | 4.      |
| 02-340-00-145 | Jours de vacances                   | 75.     |
| 02-340-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 80.     |
| 02-340-00-212 | REER                                | 63.     |
| 02-340-00-222 | R.R.Q.                              | 49.     |
| 02-340-00-232 | Assurance-emploi                    | 20.     |
| 02-340-00-242 | F.S.S.                              | 41.     |
| 02-340-00-252 | C.S.S.T.                            | 26.     |
| 02-340-00-262 | RQAP                                | 8.      |
| 02-340-00-283 | Assurance-collective                | 35.     |
| 02-340-00-422 | Incendie                            | 441.    |
| 02-340-00-459 | Éclairage public (sous-traitance)   | 8 075.  |
| 02-340-00-681 | Électricité - éclairage public      | 26 700. |
|               |                                     |         |
| 02-355-00-141 | Rémunérations régulières            | 2 203.  |
| 02-355-00-144 | Congé de maladies                   | 10.     |
| 02-355-00-145 | Jours de vacances                   | 125.    |
| 02-355-00-146 | Congé fériés et mobiles             | 209.    |
| 02-355-00-212 | REER                                | 166.    |
| 02-355-00-222 | R.R.Q.                              | 128.    |
| 02-355-00-232 | Assurance-emploi                    | 52.     |
| 02-355-00-242 | F.S.S.                              | 108.    |
| 02-355-00-252 | C.S.S.T.                            | 69.     |
| 02-355-00-262 | RQAP                                | 20.     |
| 02-355-00-283 | Assurance-collective                | 92.     |
|               |                                     |         |
| 02-370-10-951 | Transport collectif- quote part MRC | 8 703.  |
|               |                                     |         |
| 02-412-00-141 | Rémunérations régulières            | 12 733. |
| 02-412-00-144 | Congés de maladie                   | 58.     |
| 02-412-00-145 | Jours de vacances                   | 1 017.  |
| 02-412-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 1 229.  |
| 02-412-00-212 | REER                                | 977.    |
| 02-412-00-222 | R.R.Q.                              | 756.    |
| 02-412-00-232 | Assurance-emploi                    | 309.    |
| 02-412-00-242 | F.S.S.                              | 641.    |
| 02-412-00-252 | C.S.S.T.                            | 404.    |
| 02-412-00-262 | RQAP                                | 118.    |
| 02-412-00-283 | Assurance-collective                | 546.    |
| 02-412-00-444 | Test laboratoire                    | 8 760.  |
| 02-412-00-681 | Électricité                         | 25 500. |

|               |                                     |          |
|---------------|-------------------------------------|----------|
|               |                                     |          |
| 02-413-00-141 | Rémunérations régulières            | 26 749.  |
| 02-413-00-142 | Heures supplémentaires              | 468.     |
| 02-413-00-143 | Primes -distribution de l'eau       | 2 190.   |
| 02-413-00-144 | Congé de maladies                   | 121.     |
| 02-413-00-145 | Jours de vacances                   | 2 062.   |
| 02-413-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 2 574.   |
| 02-413-00-212 | REER                                | 2 078.   |
| 02-413-00-222 | R.R.Q.                              | 1 607.   |
| 02-413-00-232 | Assurance-emploi                    | 658.     |
| 02-413-00-242 | F.S.S.                              | 1 362.   |
| 02-413-00-252 | C.S.S.T.                            | 860.     |
| 02-413-00-262 | RQAP                                | 250.     |
| 02-413-00-283 | Assurance-collective                | 1 161.   |
| 02-413-00-422 | Ass. responsabilité publique        | 1 238.   |
| 02-413-00-444 | Services techniques                 | 8 246.   |
| 02-413-00-681 | Électricité                         | 16 200.  |
|               |                                     |          |
| 02-414-00-141 | Rémunérations régulières            | 28 392.  |
| 02-414-00-144 | Congé de maladies                   | 128.     |
| 02-414-00-145 | Jours de vacances                   | 2 103.   |
| 02-414-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 2 713.   |
| 02-414-00-212 | REER                                | 2 167.   |
| 02-414-00-222 | R.R.Q.                              | 1 675.   |
| 02-414-00-232 | Assurance-emploi                    | 686.     |
| 02-414-00-242 | F.S.S.                              | 1 420.   |
| 02-414-00-252 | C.S.S.T.                            | 897.     |
| 02-414-00-262 | RQAP                                | 261.     |
| 02-414-00-283 | Assurance-collective                | 1 210.   |
| 02-414-00-422 | Assurance incendie                  | 3 712.   |
| 02-414-00-445 | Test laboratoire                    | 2 700.   |
| 02-414-00-681 | Électricité                         | 22 000.  |
|               |                                     |          |
| 02-415-00-141 | Rémunérations régulières            | 12 995.  |
| 02-415-00-144 | Congé de maladies                   | 59.      |
| 02-415-00-145 | Jours de vacances                   | 946.     |
| 02-415-00-146 | Congés fériés et mobiles            | 1 245.   |
| 02-415-00-212 | REER                                | 779.     |
| 02-415-00-222 | R.R.Q.                              | 602.     |
| 02-415-00-232 | Assurance-emploi                    | 247.     |
| 02-415-00-242 | F.S.S.                              | 511.     |
| 02-415-00-252 | C.S.S.T.                            | 322.     |
| 02-415-00-262 | RQAP                                | 94.      |
| 02-415-00-283 | Assurance-collective                | 435.     |
| 02-415-00-423 | Assurance bâtiments et contenu      | 758.     |
|               |                                     |          |
| 02-451-10-951 | Collec.Transp. matières résiduelles | 100 408. |
| 02-451-20-951 | Enfouissement matières résiduelles  | 98 377.  |

|               |                                       |          |
|---------------|---------------------------------------|----------|
| 02-452-10-951 | Collec-matières résiduelles-Ecocentre | 15 808.  |
| 02-454-00-951 | Pgr. gestion matières résiduelles     | 3 892.   |
|               |                                       |          |
| 02-520-00-970 | Participation OMH                     | 5 853.   |
| 02-590-00-951 | Quote-part de la MRC-bien être santé  | 1 156.   |
|               |                                       |          |
| 02-610-00-141 | Rémunérations régulières              | 16 840.  |
| 02-610-00-142 | Heures supplémentaires                | 1 015.   |
| 02-610-00-144 | Congé de maladies                     | 74.      |
| 02-610-00-145 | Jours de vacances                     | 1 766.   |
| 02-610-00-146 | Congés fériés et mobiles              | 1 565.   |
| 02-610-00-212 | REER                                  | 1 382.   |
| 02-610-00-222 | R.R.Q.                                | 1 068.   |
| 02-610-00-232 | Assurance-emploi                      | 438.     |
| 02-610-00-242 | F.S.S.                                | 906.     |
| 02-610-00-252 | C.S.S.T.                              | 572.     |
| 02-610-00-262 | RQAP                                  | 166.     |
| 02-610-00-283 | Assurance-collective                  | 772.     |
| 02-610-00-494 | Cotisations versées assoc. et abonn.  | 1 039.   |
| 02-610-00-951 | Quote-part de la MRC                  | 16 170.  |
|               |                                       |          |
| 02-621-00-141 | Rémunérations régulières - dév. écon. | 1 313.   |
| 02-621-00-144 | Congé de maladies                     | 6.       |
| 02-621-00-145 | Jours de vacances                     | 100.     |
| 02-621-00-146 | Congés fériés et mobiles              | 124.     |
| 02-621-00-212 | REER                                  | 100.     |
| 02-621-00-222 | RRQ                                   | 78.      |
| 02-621-00-232 | Assurance emploi                      | 32.      |
| 02-621-00-242 | FSS                                   | 66.      |
| 02-621-00-252 | CSST                                  | 42.      |
| 02-621-00-262 | RQAP                                  | 12.      |
| 02-621-00-283 | assurance collective                  | 56.      |
| 02-621-00-951 | Quote-part MRC - dév.écon.            | 19 746.  |
| 02-621-00-970 | Développement économique              | 8 935.   |
| 02-631-00-951 | Quote-part MRC dével. culturel        | 6 670.   |
|               |                                       |          |
| 02-70130-141  | Rémunérations régulières              | 134 804. |
| 02-70130-142  | Heures supplémentaires                | 4 598.   |
| 02-70130-144  | Congé de maladies                     | 607.     |
| 02-70130-145  | Jours de vacances                     | 10 918.  |
| 02-70130-146  | Congés fériés et mobiles              | 12 903.  |
| 02-70130-212  | REER                                  | 10 649.  |
| 02-70130-222  | R.R.Q.                                | 8 232.   |
| 02-70130-232  | Assurance-emploi                      | 3 372.   |
| 02-70130-242  | F.S.S.                                | 6 979.   |
| 02-70130-252  | C.S.S.T.                              | 4 407.   |
| 02-70130-262  | RQAP                                  | 1 281.   |
| 02-70130-283  | Assurance-collective                  | 5 947.   |

|              |                              |          |
|--------------|------------------------------|----------|
| 02-70130-331 | Téléphone                    | 3 800.   |
| 02-70130-422 | Ass. responsabilité publique | 7 728.   |
| 02-70130-425 | Assurance bris de machines   | 1 746.   |
| 02-70130-681 | Électricité                  | 121 000. |
| 02-70130-960 | Redevances - élévateur       | 175.     |
|              |                              |          |
| 02-70131-141 | Employés à temps plein       | 20 877.  |
| 02-70131-142 | Heures supplémentaires       | 468.     |
| 02-70131-144 | Congé de maladies            | 93.      |
| 02-70131-145 | Jours de vacances            | 1 189.   |
| 02-70131-146 | Congés fériés et mobiles     | 1 967.   |
| 02-70131-212 | REER                         | 1 599.   |
| 02-70131-222 | R.R.Q.                       | 1 236.   |
| 02-70131-232 | Assurance-emploi             | 506.     |
| 02-70131-242 | F.S.S.                       | 1 048.   |
| 02-70131-252 | C.S.S.T.                     | 662.     |
| 02-70131-262 | RQAP                         | 192.     |
| 02-70131-283 | Assurance-collective         | 893.     |
|              |                              |          |
| 02-70132-141 | Rémunérations régulières     | 11 939.  |
| 02-70132-144 | Congé de maladies            | 48.      |
| 02-70132-145 | Jours de vacances            | 483.     |
| 02-70132-146 | Congés fériés et mobiles     | 1 017.   |
| 02-70132-212 | REER                         | 877.     |
| 02-70132-222 | R.R.Q.                       | 678.     |
| 02-70132-232 | Assurance-emploi             | 278.     |
| 02-70132-242 | F.S.S.                       | 575.     |
| 02-70132-252 | C.S.S.T.                     | 363.     |
| 02-70132-262 | RQAP                         | 105.     |
| 02-70132-283 | Assurance-collective         | 490.     |
| 02-70132-459 | Permis restaurant            | 325.     |
|              |                              |          |
| 02-70133-141 | Rémunérations régulières     | 1 959.   |
| 02-70133-144 | Congé de maladies            | 8.       |
| 02-70133-145 | Jours de vacances            | 78.      |
| 02-70133-146 | Congés fériés et mobiles     | 167.     |
| 02-70133-212 | REER                         | 144.     |
| 02-70133-222 | R.R.Q.                       | 111.     |
| 02-70133-232 | Assurance-emploi             | 46.      |
| 02-70133-242 | F.S.S.                       | 94.      |
| 02-70133-252 | C.S.S.T.                     | 59.      |
| 02-70133-262 | RQAP                         | 17.      |
| 02-70133-283 | Assurance-collective         | 80.      |
| 02-70133-459 | Permis bar                   | 1 200.   |
|              |                              |          |
| 02-70140-141 | Employés à temps plein       | 26 499.  |
| 02-70140-144 | Congé de maladies            | 107.     |
| 02-70140-145 | Jours de vacances            | 1 289.   |

|              |                                    |         |
|--------------|------------------------------------|---------|
| 02-70140-146 | Congés fériés et mobiles           | 2 266.  |
| 02-70140-212 | REER                               | 1 960.  |
| 02-70140-222 | R.R.Q.                             | 1 516.  |
| 02-70140-232 | Assurance-emploi                   | 621.    |
| 02-70140-242 | F.S.S.                             | 1 285.  |
| 02-70140-252 | C.S.S.T.                           | 811.    |
| 02-70140-262 | RQAP                               | 236.    |
| 02-70140-283 | Ass. Collective                    | 1 095.  |
| 02-70140-494 | Cotisation et abonnement           | 300.    |
| 02-70140-970 | Subvention Club Unik               | 3 000.  |
|              |                                    |         |
| 02-70141-141 | Employés réguliers gymnase         | 4 444.  |
| 02-70141-144 | Congé de maladies                  | 18.     |
| 02-70141-145 | Jours de vacances                  | 247.    |
| 02-70141-146 | Congés fériés et mobiles           | 381.    |
| 02-70141-212 | REER                               | 331.    |
| 02-70141-222 | R.R.Q.                             | 256.    |
| 02-70141-232 | Assurance-emploi                   | 105.    |
| 02-70141-242 | F.S.S.                             | 217.    |
| 02-70141-252 | C.S.S.T.                           | 137.    |
| 02-70141-262 | RQAP                               | 40.     |
| 02-70141-283 | Ass. Collective                    | 185.    |
|              |                                    |         |
| 02-70150-141 | Employés réguliers parcs           | 20 282. |
| 02-70150-144 | Congé de maladies                  | 89.     |
| 02-70150-145 | Jours de vacances                  | 1 020.  |
| 02-70150-146 | Congés fériés et mobiles           | 1 897.  |
| 02-70150-212 | REER                               | 1 514.  |
| 02-70150-222 | R.R.Q.                             | 479.    |
| 02-70150-232 | Assurance-emploi                   | 479.    |
| 02-70150-242 | F.S.S.                             | 992.    |
| 02-70150-252 | C.S.S.T.                           | 626.    |
| 02-70151-262 | RQAP                               | 182.    |
| 02-70150-283 | Ass. Collective                    | 845.    |
| 02-70150-681 | Électricité                        | 500.    |
|              |                                    |         |
| 02-70151-141 | Surnuméraire terrain de balle      | 3 068.  |
| 02-70151-144 | Congé de maladies                  | 14.     |
| 02-70151-145 | Jours de vacances                  | 246.    |
| 02-70151-146 | Congés fériés                      | 297.    |
| 02-70151-212 | REER                               | 236.    |
| 02-70151-222 | R.R.Q.                             | 182.    |
| 02-70151-232 | Assurance-emploi                   | 75.     |
| 02-70151-242 | F.S.S.                             | 154.    |
| 02-70151-252 | C.S.S.T.                           | 98.     |
| 02-70151-262 | RQAP                               | 28.     |
| 02-70151-283 | Ass. Collective                    | 132.    |
| 02-70151-494 | Cotisations versées et abonnements | 1 140.  |



|              |                              |         |
|--------------|------------------------------|---------|
|              |                              |         |
| 02-70152-141 | Salaire terrain tennis       | 1 312.  |
| 02-70152-144 | Congé de maladies            | 6.      |
| 02-70152-145 | Jours de vacances            | 91.     |
| 02-70152-146 | Congés fériés et mobiles     | 124.    |
| 02-70152-212 | REER                         | 100.    |
| 02-70152-222 | R.R.Q.                       | 77.     |
| 02-70152-232 | Assurance-emploi             | 32.     |
| 02-70152-242 | F.S.S.                       | 65.     |
| 02-70152-252 | C.S.S.T.                     | 41.     |
| 02-70152-262 | RQAP                         | 12.     |
| 02-70152-283 | ass. Collective              | 56.     |
| 02-70152-681 | Électricité                  | 1 900.  |
|              |                              |         |
| 02-70153-141 | Salaires camp jour           | 17 335. |
| 02-70153-144 | Congé de maladies            | 76.     |
| 02-70153-145 | Jours de vacances            | 794.    |
| 02-70153-146 | Congés fériés et mobiles     | 1 614.  |
| 02-70153-212 | REER                         | 1 288.  |
| 02-70153-222 | RRQ                          | 996.    |
| 02-70153-232 | Assurance emploi             | 408.    |
| 02-70153-242 | FSS                          | 844.    |
| 02-70153-252 | CSST                         | 533.    |
| 02-70153-262 | Assurance parentale          | 155.    |
| 02-70153-283 | Ass. Collective              | 719.    |
|              |                              |         |
| 02-70156-141 | Salaires terrain de pétanque | 1 114.  |
| 02-70156-144 | Congé de maladies            | 5.      |
| 02-70156-145 | Jours de vacances            | 91.     |
| 02-70156-146 | Congés fériés et mobiles     | 107.    |
| 02-70156-212 | Régime de retraite           | 86.     |
| 02-70156-222 | R.R.Q.                       | 66.     |
| 02-70156-232 | Assurance-emploi             | 27.     |
| 02-70156-242 | F.S.S.                       | 56.     |
| 02-70156-252 | CSST                         | 35.     |
| 02-70156-262 | Assurance parentale          | 10.     |
| 02-70156-283 | Assurance collective         | 48.     |
| 02-70156-681 | Électricité                  | 350.    |
|              |                              |         |
| 02-70157-141 | Salaires terrain de soccer   | 5 210.  |
| 02-70157-144 | Congé de maladies            | 24.     |
| 02-70157-145 | Jours de vacances            | 446.    |
| 02-70157-146 | Congés fériés et mobiles     | 505.    |
| 02-70157-212 | Régime de retraite           | 402.    |
| 02-70157-222 | R.R.Q.                       | 311.    |
| 02-70157-232 | Assurance-emploi             | 127.    |
| 02-70157-242 | F.S.S.                       | 263.    |
| 02-70157-252 | CSST                         | 166.    |

|               |                              |                   |
|---------------|------------------------------|-------------------|
| 02-70157-262  | Assurance parentale          | 48.               |
| 02-70157-283  | Assurance collective         | 225.              |
|               |                              |                   |
| 02-70170-141  | Salaires expo-foire          | 15 631.           |
| 02-70170-144  | Congé de maladies            | 71.               |
| 02-70170-145  | Jours de vacances            | 1 259.            |
| 02-70170-146  | Congés fériés                | 1 506.            |
| 02-70170-212  | Régime de retraite           | 1 200.            |
| 02-70170-222  | R.R.Q.                       | 928.              |
| 02-70170-232  | Assurance-emploi             | 380.              |
| 02-70170-242  | F.S.S.                       | 787.              |
| 02-70170-252  | CSST                         | 497.              |
| 02-70170-262  | RQAP                         | 144.              |
| 02-70170-283  | Assurance collective         | 670.              |
|               |                              |                   |
| 02-70220-141  | Salaire CCC                  | 1 929.            |
| 02-70220-144  | Congé de maladies            | 9.                |
| 02-70220-145  | Jours de vacances            | 178.              |
| 02-70220-146  | Congés fériés et mobiles     | 189.              |
| 02-70220-212  | REER                         | 150.              |
| 02-70220-222  | RRQ                          | 116.              |
| 02-70220-232  | Assurance emploi             | 47.               |
| 02-70220-242  | FSS                          | 98.               |
| 02-70220-252  | CSST                         | 62.               |
| 02-70220-262  | RQAP                         | 18.               |
| 02-70220-283  | Assurance collective         | 84.               |
| 02-70220-422  | Responsabilité publique      | 2 095.            |
| 02-70220-443  | Enlèvement de la neige       | 3 325.            |
| 02-70220-681  | Électricité                  | 12 000.           |
| 02-70220-966  | Permis alcool                | 300.              |
|               |                              |                   |
| 02-70230-511  | Loyer bibliothèque           | 7 200.            |
| 02-921-00-840 | Intérêts - dettes long terme | 300 267.          |
|               |                              |                   |
| 03-21000-000  | Rembour. Dettes longs termes | 706 954.          |
|               |                              |                   |
| <b>Total</b>  |                              | <b>3 052 940.</b> |

**AVIS DE MOTION : RÈGLEMENT RÉVISÉ DU CODE  
D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS DE LA VILLE  
DE SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES**

**Règlement 305-01-2014**

Madame Élyse Lachance, conseiller de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, donne avis qu'il sera présenté pour adoption lors d'une prochaine séance un règlement révisé sur le code d'éthique et de déontologie des élus de la ville de Saint-Marc-des-Carières.

Chacun des membres du Conseil ayant reçu une copie, le directeur général / greffier-trésorier est dispensé d'en faire la lecture.

SM-013-01-14

**ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT 305-01-2014**  
**RÉVISANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE**  
**POUR LES ÉLUS**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance**  
**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES**  
**CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil adopte le projet de règlement révisé 305-01-2014 appelé « Code d'éthique et de déontologie des élus de la ville de Saint-Marc-des-Carières ».

**Règlement #305-01-2014**

**ATTENDU QUE** la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale*, entrée en vigueur le 2 décembre 2010, impose aux municipalités locales et aux municipalités régionales de comté dont le préfet est élu au suffrage universel de se doter d'un code d'éthique et de déontologie applicable aux élus municipaux;

**ATTENDU QUE** le conseil de toute municipalité qui n'a pas un tel code conforme aux exigences de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* doit l'adopter par règlement au plus tard le 2 décembre 2011;

**ATTENDU QUE** les formalités prévues à la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* ont été respectées;

**EN CONSÉQUENCE;**

**IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT ET EN CONSÉQUENCE, CE CONSEIL ORDONNE ET STATUE CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : TITRE**

Le titre du présent code est : Code d'éthique et de déontologie des élus de la ville de Saint-Marc-des-Carières.

**ARTICLE 2 : APPLICATION DU CODE**

Le présent code s'applique à tout membre du conseil de la ville de Saint-Marc-des-Carières.

**ARTICLE 3 : BUTS DU CODE**

Le présent code poursuit les buts suivants :

- 1) Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions d'un membre du conseil de la municipalité et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la municipalité;
- 2) Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre ;

- 3) Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement ;
- 4) Assurer l'application des mesures de contrôle aux manquements déontologiques.

#### **ARTICLE 4 : VALEURS DE LA MUNICIPALITÉ**

Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres du conseil de la municipalité en leur qualité d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de la municipalité.

- 1) L'intégrité  
Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.
- 2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public  
Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.
- 3) Le respect envers les autres membres, les employés de la municipalité et les citoyens  
Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.
- 4) La loyauté envers la municipalité  
Tout membre recherche l'intérêt de la municipalité.
- 5) La recherche de l'équité  
Tout membre traite chaque personne avec justice et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec leur esprit.
- 6) L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil  
Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

#### **ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE**

##### **5.1 Application**

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission

- a) de la ville ou,
- b) d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la ville.

##### **5.2 Objectifs**

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. Toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
2. Toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q., chapitre E-2.2);

3. Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

### **5.3 Conflits d'intérêts**

- 5.3.1 Il est interdit à tout membre d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- 5.3.2 Il est interdit à tout membre de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.  
Le membre est réputé ne pas contrevenir au présent article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 5.3.7.
- 5.3.3 Il est interdit à tout membre de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.
- 5.3.4 Il est interdit à tout membre d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.
- 5.3.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du directeur général/greffier-trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le directeur général/greffier-trésorier tient un registre public de ces déclarations.
- 5.3.6 Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme visé à l'article 5.1.

Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants :

- 1° Le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible ;
- 2° L'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote ;
- 3° L'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal ;
- 4° Le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service

- auquel le membre a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal ;
- 5° Le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire ;
  - 6° Le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal ;
  - 7° Le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble ;
  - 8° Le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles ;
  - 9° Le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ;
  - 10° Le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu ;
  - 11° Dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

5.3.7 Le membre qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachés à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

#### **5.4 Utilisation des ressources de la municipalité :**

Il est interdit à tout membre d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme visé à l'article 5.1, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

#### **5.5 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels :**

Il est interdit à tout membre d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

#### **5.6 Après-mandat**

Dans les douze mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la municipalité.

#### **5.7 Abus de confiance et malversation**

Il est interdit à un membre de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

### **ARTICLE 6 : MÉCANISMES DE CONTRÔLE**

**6.1** Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre du conseil municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- 1) La réprimande;
- 2) La remise à la municipalité, dans les trente jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
  - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
  - b) de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code;
- 3) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme visé à l'article 5.1;
- 4) La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours; cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité, ou en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme.

### **ARTICLE 7 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

SM-014-01-14

**CESSION DU LOT #3 233 958 À LA COMPAGNIE 9044-0702  
QUÉBEC INC. : TERRAIN SUR LA RUE BOURQUE**

**CONSIDÉRANT** que 9044-0702 Québec inc. désire se porter acquéreur du lot 3 233 958 du cadastre de Portneuf;

**CONSIDÉRANT** que par l'acte de vente antérieurement consenti au bénéfice de la Ville, cet immeuble ne pouvait être utilisé qu'à des fins de parc;

**CONSIDÉRANT** que 9044-0702 Québec inc. succède aux droits et obligations de Construction Entremont inc.;

**CONSIDÉRANT** que 9044-0702 Québec inc. est la seule pouvant lever les restrictions à l'utilisation de cet immeuble;

**CONSIDÉRANT** que la Ville accepte de céder ce lot à 9044-0702 Québec inc. au prix de VINGT MILLE DOLLARS (20 000 \$), en plus des taxes applicables, le cas échéant;

**CONSIDÉRANT** les avantages retirés par la Ville en lien avec cette cession;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le conseil décrète que le lot 3 233 958 du cadastre de Portneuf n'est plus affecté à l'utilité publique.

**QUE** le conseil accepte de céder à 9044-0702 Québec inc. le lot 3 233 958 du cadastre de Portneuf au prix de VINGT MILLE DOLLARS (20 000 \$), en plus des taxes applicables, le cas échéant.

**QUE** les sommes versées en contrepartie de la cession soient utilisées conformément au dernier alinéa de l'article 117.15 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

**QUE** le maire et le directeur général soient autorisés à signer tous documents devant donner plein effet à la présente résolution.

SM-015-01-14

**CONTRIBUTION FINANCIÈRE À LA CHAMBRE DE  
COMMERCE DU SECTEUR OUEST : 3<sup>e</sup> ANNÉE : GROUPE  
D'ACTION**

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de la Ville à participer et devenir partenaire du développement du secteur Ouest de Portneuf;



**CONSIDÉRANT** l'intérêt du Conseil au développement de l'Ouest sans que les limites de chaque municipalité soient un enjeu;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil autorise le troisième versement à la Chambre de commerce du secteur ouest de Portneuf au montant de 8 935,\$ pour son partenariat et son engagement pour le Groupe d'action en développement durable de l'Ouest pour l'année 2014.

SM-016-01-14

**RÉSULTATS DES APPELS D'OFFRES POUR SERVICES  
PROFESSIONNELS D'INGÉNIERIE POUR LE  
PROLONGEMENT DE LA RUE DU PARC INDUSTRIEL**

**CONSIDÉRANT** que la Ville a lancé un appel d'offres public pour des services professionnels en ingénierie pour le prolongement de la rue du Parc Industriel;

**CONSIDÉRANT** les dix (10) soumissions reçues par la Ville de firmes d'ingénieurs;

**CONSIDÉRANT** l'analyse du comité d'évaluation;

**CONSIDÉRANT** qu'EMS Infrastructure inc. a présenté la soumission ayant obtenu le meilleur pointage;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le contrat de services professionnels dans le cadre des travaux de prolongement de la rue du Parc Industriel soit octroyé à EMS Infrastructure inc., conformément aux documents d'appel d'offres et à la soumission de cette firme (incluant, notamment, l'ensemble des travaux et étapes de réalisation de ceux-ci contenus aux tableaux que l'on retrouve aux sections 4.1 et 4.2 de sa soumission), pour un montant de 49 094,33 \$, incluant les taxes applicables.

**QUE** le maire et le directeur général/greffier-trésorier soient autorisés, à procéder à la signature d'un contrat avec EMS Infrastructure inc., lequel contrat est joint à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

**QU'**une copie de la présente résolution soit transmise à tous les soumissionnaires ayant déposé une soumission dans le cadre de cet appel d'offres.

SM-017-01-14

**DEMANDE D'AUTORISATION AU MINISTÈRE DES  
TRANSPORTS DU QUÉBEC (MTQ) POUR LA POSE D'UNE  
ENSEIGNE PUBLICITAIRE AU COIN DU BOULEVARD BONA-  
DUSSAULT ET RUE BOURQUE**

**CONSIDÉRANT** l'intérêt du Conseil à vouloir informer la communauté des activités municipales, culturelle et sportives;

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de la Commission scolaire de Portneuf à vouloir participer à ce projet;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'indiquer aux étrangers la localisation des différents terrains de jeux par des pictogrammes;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil demande l'autorisation de poser une structure d'enseigne publicitaire municipale aux emprises du MTQ au coin de la rue Bourque et du boulevard Bona-Dussault.

SM-018-01-14

**APPUI À VIDÉOTRON POUR LA CONSTRUCTION D'UNE  
TOUR**

**CONSIDÉRANT QUE** Vidéotron doit s'adresser à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) pour l'implantation d'une tour de télécommunications de 75 mètres de hauteur visible sur le lot 4 615 845 propriété de la Ville de Saint-Marc-des-Carières;

**CONSIDÉRANT QU'** une entente a été conclue entre Vidéotron et la Ville de Saint-Marc-des-Carières pour l'implantation de la dite tour sur le lot 4 615 845;

**CONSIDÉRANT QUE** l'implantation de structures de télécommunications sont soumises aux lois du Parlement du Canada et que par conséquent la réglementation municipale n'est pas opposable au projet soumis;

**CONSIDÉRANT QUE** le projet s'inscrit dans les objectifs de la loi sur les télécommunications en favorisant le développement des télécommunications au Canada, en permettant l'accès aux Canadiens dans toutes les régions à des services de télécommunication sûrs, abordables et de qualité et en permettant d'accroître l'efficacité et la compétitivité des télécommunications canadiennes;

- CONSIDÉRANT QUE** le projet d'implantation de la tour est conforme au Code de sécurité 6 de Santé Canada;
- CONSIDÉRANT QUE** le potentiel agricole du lot est dynamique;
- CONSIDÉRANT QUE** le lot visé par la demande est un terrain boisé et partie stationnement;
- CONSIDÉRANT QUE** le site choisi pour l'implantation de la tour est celui de moindre impact sur les activités agricoles;
- CONSIDÉRANT QUE** le projet d'implantation d'une tour de télécommunications n'altérera pas l'homogénéité de la communauté agricole;
- CONSIDÉRANT QUE** le projet n'est pas de nature à empêcher la consolidation des exploitations agricoles actuelles et futures;
- CONSIDÉRANT QU'** il n'y a pas, ailleurs sur le territoire et hors de la zone agricole, d'espace approprié disponible pour l'implantation de la tour afin d'assurer la continuité et le fonctionnement adéquat du réseau de télécommunications;
- CONSIDÉRANT QUE** qu'une tour de télécommunications n'est pas considérée immeuble protégé au sens du RCI de la MRC de Portneuf;
- CONSIDÉRANT QUE** pour transmettre le formulaire du demandeur à la CPTAQ, nous devons lui joindre une résolution d'appui;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** ce Conseil appuie la demande à la CPTAQ de Vidéotron.

SM-019-01-14

**VENTE D'UN TERRAIN AU PARC INDUSTRIEL AUX  
PRODUITS DENRAY INC.**

**CONSIDÉRANT** l'intérêt de « Les Produits Denray inc. » à s'établir dans le parc industriel et à construire un motel industriel;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil vende les terrains #2 et #3 du plan « projet de morcellement » ayant une superficie totale de 217 450 pi<sup>2</sup> au prix de 0,30 \$/pi<sup>2</sup> au montant total de 65 235,\$, taxes en sus, servant à la construction d'un motel industriel.

**QUE** cette vente contienne les conditions suivantes :

- Faire bucher, sortir les souches et branches sur les terrains #2 et #3;
- Faire dynamiter la rue avant le début de la construction et de rendre les services dans le coin arrière de la bâtisse;
- Payer les frais à Hydro Québec (s'il y a lieu) afin de rendre l'électricité à proximité du terrain;
- Faire la rue entre le terrain et Industrie Légaré en 2014 et la section de rue allant vers le rondpoint d'ici 3 ans conditionnellement à l'acceptation du règlement d'emprunt 317-00-2014-E.

**QUE** cette vente possède une option d'achat de deux ans sur le terrain #1 aux mêmes conditions que les terrains #2 et #3 pour le développement d'un motel industriel.

**QUE** le terrain #1 ne puisse être vendu plus cher que le prix de vente à 0,30 \$/pi<sup>2</sup> si non utilisé.

**QU'**un acompte de 6 500,\$ soit donné et le solde restant lors de l'acte notarié.

**QUE** le maire et le directeur général/greffier-trésorier soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce dossier.

SM-020-01-14

**AUTORISATION DE SIGNATURE : PROTOCOLE D'ENTENTE  
ENTRE LA VILLE DE SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES ET LA  
COMMISSION SCOLAIRE DE PORTNEUF POUR L'ÉCOLE  
SECONDAIRE SAINT-MARC : CHALET LOISIR**

**CONSIDÉRANT** l'entente intervenue entre la ville de Saint-Marc-des-Carières et la Commission scolaire de Portneuf pour l'École secondaire Saint-Marc concernant le chalet loisir;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le maire et le directeur général/greffier-trésorier soient autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce dossier.

SM-021-01-14

**DEMANDE DE CERTIFICAT D'AUTORISATION AU MDDEFP  
ET MODIFICATION DE LA RÉSOLUTION SM-265-11-13 :  
STATION DE POMPAGE PP-1**

**CONSIDÉRANT** l'analyse faite par monsieur André Caron du MDDEFP;

**CONSIDÉRANT** l'information fournie par BPR infrastructure inc. pour une nouvelle résolution;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de compléter la résolution SM-265-11-13 et aussi de confirmer certaines demandes supplémentaires du MDDEFP;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil confirme au MDDEFP qu'elle s'engage à effectuer l'évaluation de la capacité du poste de pompage (étalonnage) après la mise en service et à retourner les fiches du poste de pompage ainsi que du trop plein révisé.

**QUE** le Conseil confirme l'attestation signée par un ingénieur après la fin des travaux au plus tard le 18 juillet 2014.

**QUE** l'attestation pourra donc être transmise au plus tard le 15 septembre 2014.

**QUE** dans le cas où les travaux seraient retardés et que la transmission de l'attestation soit reportée au-delà de la date prévue, la Ville s'engage à aviser le MDDEFP des nouvelles dates de fins prévus des travaux et de transmission de l'attestation.

**QUE** le directeur général/greffier-trésorier soit autorisé à signer pour et au nom de la Ville tous les documents relatifs à ce dossier.

SM-022-01-14

**FACTURE 2013 : HONORAIRES PROFESSIONNELS :  
REPLACEMENT DES CONDUITES SUR LA RUE ST-JOSEPH :  
BPR INFRASTRUCTURE INC.**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de payer la facture #15036280 au montant de 600,\$, taxes en sus, pour les honoraires professionnels du remplacement des conduites sur la rue St-Joseph à BPR infrastructures inc.

**QUE** ce montant soit pris dans le poste budgétaire #23-04033-711.

SM-023-01-14

**FACTURE : ADHÉSION 2014 : ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET  
LA PROTECTION DE L'INFORMATION (APPI)**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de renouveler l'adhésion du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 au montant de 199\$, taxes en sus, à l'Association sur l'accès et la protection de l'information (APPI)

SM-024-01-14

**FACTURE : ADHÉSION 2014 : CORPORATION DES OFFICIERS MUNICIPAUX EN BÂTIMENT ET EN ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC (COMBEQ)**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de renouveler l'adhésion du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 au montant de 290\$, taxes en sus, à la Corporation des officiers municipaux en bâtiment et environnement du Québec (COMBEQ).

SM-025-01-14

**FACTURE : ADHÉSION 2014 : FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Marc Boivin  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de renouveler l'adhésion du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 au montant de 2 221,76 \$, taxes en sus, à la Fédération québécoise des municipalités.

SM-026-01-14

**FACTURE : ADHÉSION 2014 : UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de renouveler l'adhésion du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 au montant de 1 491,75 \$, taxes en sus, à l'Union des municipalités du Québec.

SM-027-01-14

**FACTURE : CONTRAT D'ENTRETIEN ET DE SOUTIEN DES APPLICATIONS 2014: PG SOLUTIONS**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de renouveler le contrat d'entretien et de soutien des applications du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 au montant de 6 935\$, taxes en sus, à PG Solutions.

SM-028-01-14

**FACTURES : ASSURANCES GÉNÉRALES 2014 : GAGNON  
ROCHETTE & ASSOCIÉS INC.**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Jacques Bédard  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil autorise le paiement des factures au montant de 55 288,41 \$, pour les assurances générales 2014 à Gagnon Rochette & associés inc. dont voici le détail :

|         |              |
|---------|--------------|
| #165919 | 3 677,10 \$  |
| #165920 | 51 611,31 \$ |

SM-029-01-14

**FACTURE : COTISATION 2014 : ASSOCIATION DES  
DIRECTEURS MUNICIPAUX DU QUÉBEC**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de renouveler la cotisation du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014 au montant de 633,\$, taxes en sus, pour l'abonnement annuel « Municipal 2501 à 5000 » au Réseau d'information municipale.

SM-030-01-14

**FACTURE 2014 : TRACTEUR KUBOTA : LE GROUPE  
LAFRENIÈRE TRACTEURS**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de payer la facture datée du 3 janvier 2014 au montant de 36 805,79 \$, taxes incluses, pour l'achat d'un tracteur Kubota à Le Groupe Lafrenière tracteurs.

**QUE** ce montant soit pris dans le poste budgétaire #23-71000-000.

SM-031-01-14

**FACTURE 2014 : GRATTE À NEIGE : LE GROUPE  
LAFRENIÈRE TRACTEURS**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Carol Denis  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de payer la facture datée du 3 janvier 2014 au montant de 14 716,80 \$, taxes incluses, pour l'achat d'une gratte à neige à Le Groupe Lafrenière tracteurs.

**QUE** ce montant soit pris dans le poste budgétaire #23-71000-000.

SM-032-01-14

**FACTURE 2014 : VTT YAMAHA : SPORTS PLUS ST-CASIMIR**

**SUR LA PROPOSITION DE madame Élyse Lachance  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** le Conseil accepte de payer la facture #002043 au montant de 11 722, \$, taxes en sus, pour l'achat d'un VTT Yamaha à Sports plus St-Casimir.

**QUE** ce montant soit pris dans le poste budgétaire #23-71000-000.

Période de questions

Le Président de la séance invite les citoyens à la période de questions.

SM-033-01-14

**LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE**

**CONSIDÉRANT** que tous les points à l'ordre du jour étant épuisés;

**EN CONSÉQUENCE;**

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Sylvain Naud  
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES  
CONSEILLERS PRÉSENTS**

**QUE** la séance soit levée à 21h.

**Je, (maire ou président de la séance), ai approuvé toutes et chacune des résolutions contenues au présent procès-verbal, n'ayant pas avisé le directeur général / greffier-trésorier de mon refus de les approuver conformément à l'article 53 L.C.V.**

\_\_\_\_\_  
Guy Denis, maire

\_\_\_\_\_  
Maryon Leclerc, dir.gén./greffier-trés.      Guy Denis, maire